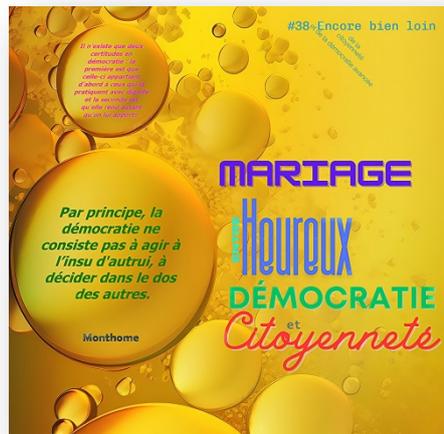


Collection Démocratie & Sociétal

Monthome

L'Esprit du Societhon



Hastag #38

**Encore bien loin de la citoyenneté
et de la démocratie avancée**

Texte intégral pour lecture gratuite, usage privé et familial

M3 Editions Numériques

www.bookiner.com

Version numérique ISBN : 9791023702415

Sommaire

- . **Introduction**
- . **Rappels sur les notions de démocratie et de non-démocratie**
- . **Il y a démocratie et démocratie**
- . **Ce que l'on doit éviter de faire en démocratie**
- . **Les 10 postures et attitudes démocratocides les plus courantes**
- . **L'Auberge espagnole de la démocratie**
- . **Revoir la notion d'égalitarisme dans la condition citoyenne et la Démocratie**
- . **Démocratie, le meilleur des modèles politiques et sociaux avant tous les autres**
- . **Lutter contre l'ignorance, les compromis, les tromperies permanentes**
- . **Les grands défis de la démocratie moderne**

Résumé

Cet **Hastag** confirme qu'il n'existe que deux certitudes en démocratie : la première est que celle-ci appartient d'abord à ceux qui la pratiquent avec dignité et la seconde est qu'elle rend autant qu'on lui apporte. Sans l'ombre d'un doute, la démocratie est le meilleur des régimes avant tous les autres. Elle est à la citoyenneté ce que les libertés sont aux droits de l'homme, un espace ouvert dans lequel les peuples sont libérés des chaînes de la tyrannie et de la plupart des entraves sociales, culturelles, idéologiques, religieuses. Il s'agit bien sûr de l'idéal démocratique, lequel est hélas largement abîmé, terni, dégradé, altéré, maltraité, dans la plupart des sociétés modernes par les individus eux-mêmes, la plupart des systèmes dominants et naturellement par les régimes politiques autoritaires, directifs, autocrates. Pourtant, cette matrice sociétale et civilisationnelle hautement humaniste, adaptable, résiliente, qualitative, à partir de laquelle se nourrissent et se développent la plupart des activités humaines, doit être préservée par tous, défendue bec et ongle par chacun. C'est l'honneur du présent et l'espérance des temps futurs !

Le Societhon est une matrice culturelle évolutionnaire à vocation universelle adaptée aux grands enjeux sociétaux du III^e millénaire. En tant que nouvelle culture mère appliquée à la dimension sociétale moderne, elle se place au-dessus des idéologies et des régimes politiques, au-dessus des religions, au-delà des philosophies et des sciences, en les unifiant sur l'essentiel. Comprendre et adopter l'Esprit du Societhon, c'est prendre véritablement conscience de la réalité et de la finalité des conditions humaine, citoyenne et collective dans le monde actuel. C'est aussi devenir un citoyen ou un futur citoyen adulte, discerné, motivé, capable d'appliquer par lui-même et avec les autres les fondements, les solutions et les valeurs évolutionnaires de la Nouvelle Pensée Moderne (NPM) - Voir Hastags [#0](#) et [#1](#). Tous les Hastags du livre « L'Esprit du Societhon » sont garantis originaux, authentiques, sans utilisation de l'IA ni d'une quelconque adaptation, reprise ou copie de textes existants.

Monthome est un auteur indépendant, un citoyen français libre penseur, dont la principale vocation contributive est d'être un passeur de conscience dans la complexité du monde, un alerteur de sens face aux erreurs de gouvernance, un transmetteur de savoir, un producteur de contenus, un ouvrier de pistes et de solutions, afin de rendre possible un avenir évolutionnaire pour tous. Voir Hashtag [#Monthome](#)

Le problème de la démocratie et de l'État de droit est que le « dôme idéalisé de protection » de la démocratie est différent du « dôme concret de protection » de l'État de droit. On peut même parler d'un écart dégradé dépassant souvent 50% entre la théorie de référence, les discours et les envolées lyriques et, la pratique au quotidien dans les différents corps sociaux. Le caractère malléable de la démocratie, voire sa géométrie variable selon les régimes politiques au pouvoir et/ou les gouvernances en place, conduit à de nombreux écarts d'application et d'interprétation ne permettant pas de suivre une ligne droite intégralement suivie. Toute démocratie est porteuse de ses contraires (anocratie, autoritarisme, dirigisme, imposition, domination, rapport de force...) par les excès manichéistes des hommes, leurs dérives morales, leurs déviations comportementales. Il en ressort une image de démocratie à la fois ouverte, égalitaire et libertaire, mais aussi faussée, trouble, incertaine, versatile à qui ont ne faire confiance dans la durée, faisant que les autres régimes directifs ont beau jeu de la critiquer sur ces inconstances permanentes. Aussi les principales questions sociétales qui se posent à l'aube du XXI^e siècle et du III^e millénaire sont de savoir où se situent réellement les apports républicains et monarchiques en matière de démocratie. À l'évidence, ils ne sont ni parfaits dans l'absolu ni imparfaits dans le relatif de la réalité, ni complets dans le monde du possible ni négligeables dans l'offre disponible apportée. Ils sont quasiment tous à un niveau intermédiaire très largement perfectible sur la forme comme sur le fond.

Par principe, la démocratie ne consiste pas à agir à l'insu d'autrui, à décider dans le dos des autres. Derrière les différentes acceptions du mot démocratie (démocratie directe, représentative, libérale, participative, citoyenne, État de droit...) définissant le fonctionnement des régimes politiques (République, monarchie, oligarchie, autocratie...), il existe un référentiel qualitatif inhérent à l'usage et à la pratique concrète de la démocratie. Par principe sociétal, on peut considérer que le niveau de citoyenneté pratiqué est égal au niveau de démocratie appliqué dans la plupart des nations du monde avec la relation d'équivalence suivante :

niveau de citoyenneté <=> niveau de démocratie

De facto, lorsque la citoyenneté est placée sous contrôle et surveillance permanente, la pratique démocratique l'est aussi. Il en résulte que toutes les activités humaines et citoyennes dans les sociétés dites démocratiques relèvent au départ de la permission, de l'acceptation, de l'autorisation, de l'approbation et/ou se voient assorties de conditions préalables. En fait, la référence à la démocratie commune (État de droit, République, Monarchie, Charte universelle, libertés humaines et citoyennes...) relève d'une forme de schizophrénie permanente assortie d'injonctions paradoxales avec d'un côté, la défense acharnée des idéaux et principes fondateurs et de l'autre, des pratiques objectivement critiquables. Ce qui est sûr dans l'absolu, c'est que le modèle de démocratie dans sa plénitude (démocratie avancée) est de loin le meilleur des systèmes politiques au monde. Dommage que les partis politiques au pouvoir, l'esprit conservateur animant les centres de pouvoir, les grands intérêts culturels, économiques et financiers dominants, malmènent constamment l'esprit de démocratie par des pratiques contestables et/ou orientées.

Rappels sur les notions de démocratie et de non-démocratie

Pour juger du niveau réel de démocratie d'une société ou d'une organisation donnée ([4 Opus - Franchir les Murs de Verre](#) - Monthome 2012), il est nécessaire de mesurer le poids du conservatisme ambiant imposé dans le collectif, et/ou envers une catégorie ciblée, avec la nécessité d'ouverture et de tolérance liée aux attentes des individus et citoyens parmi les plus aboutis. Cela commence par la mesure du conformisme et des rigidités conservatrices dans la mentalité de l'élite dirigeante, des militants et influents. En effet, il ne peut y avoir de réelle évolution démocratique tant que les leaders d'opinion, décisionnaires et influents sont en retard de mentalité par rapport aux citoyens les plus aboutis ([Hastag #17](#)). Prendre pour référence les citoyens les moins évolués, ou une moyenne basse, est un véritable non-sens démocratique enfermant tout le monde dans la médiocrité. Un autre moyen d'évaluer le progrès démocratique, ou sa stagnation, est d'observer comment l'élite et les minorités au pouvoir se comportent avec leurs titres et statuts, résistent en matière de défense conservatrice des principaux symboles nationaux. C'est le cas notamment dans le conservatisme des symboles touchant le drapeau national, l'identité figurative, l'hymne national, les valeurs historiques. Sauf exception, tout symbole qui préexiste en l'état depuis plus d'un siècle n'est pas vraiment le signe d'une ouverture vers le changement évolutionnaire et la modernité !

Les 3 fondements de l'esprit de démocratie

Par principe, ne peut s'exprimer de manière crédible au nom de la démocratie que celui ou celle qui possède en lui-même l'esprit de démocratie supposant à la fois :

1. Une **affirmation positive de soi** dans un relatif aboutissement de la personnalité.
2. L'**exercice plein et entier** du libre arbitre, du discernement, de l'autodiscipline, de l'esprit de responsabilité, de la contribution utile.
3. Une **vision globale** fondée sur la compétence, la maîtrise du risque, l'efficacité dans l'engagement, capables d'apporter ensemble de l'objectivité, de la profondeur de vue, un fort sens de la relativité en tout.

De la même manière, il ne peut y avoir de véritable progrès démocratique sans volonté de pratiquer une véritable laïcité au cœur des modes de vie individuels et collectifs en l'appliquant d'abord aux plus jeunes, puis aux populations adultes. La véritable laïcité est indépendante de toute forme de culture dominante issue, de près ou de loin, de la tutelle politique, religieuse ou idéologique. Elle doit être fondée sur des valeurs fortes transverses à toute ethnie, communauté, appartenance religieuse, en n'imposant ni morale ni vision manichéiste, spirituelle ou dogmatique du monde. Elle s'oblige à respecter l'intégrité humaine en laissant libre chacun, par les voies du discernement, d'occuper son espace mental comme il le veut. Réciproquement, la foi et la croyance individuelle ne doivent pas s'opposer à la laïcité collective. Tout ce qui contraint l'individu d'un point de vue religieux, idéologique ou dogmatique, d'une manière ou d'une autre, dans sa libre affirmation et liberté de pensée, n'est pas d'essence de la vraie démocratie et pose un problème d'humanité et de citoyenneté. De ce point de vue, tout ce qui n'est pas d'essence de la démocratie s'oppose à elle et renvoie à des cultures imparfaites du point de vue de la condition humaine et citoyenne. Le véritable

espace de liberté accordé au citoyen doit se mesurer non pas en regard de ce qui est possible ou permis à un moment t mais principalement par ce qui ne l'est pas.

Les 10 grands principes fondateurs de la démocratie

Dans l'absolu de la citoyenneté, le modèle politique et comportemental de démocratie repose sur un dizaine de grands principes fondateurs avec :

- . La souveraineté du peuple par le droit de vote, la candidature aux élections, la représentation politique, la participation à la vie publique
- . Le droit à l'information, à la liberté d'expression, de pensée, de conscience
- . Le droit de propriété, de protection des œuvres littéraires et intellectuelles
- . Le respect des libertés et droits fondamentaux (vie, sexualité, mobilité, alimentation, habitation, éducation, travail, santé, réunion, mariage...)
- . Les droits économiques, sociaux, culturels, collectifs (non-discrimination, égalité homme/femme, grève, protection sociale, niveau de vie suffisant...)
- . Le droit à la sécurité, la sûreté, la protection, l'assistance
- . Le droit au respect de la dignité humaine, de la vie privée, sociale, familiale
- . La séparation des pouvoirs entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire
- . L'égalité des droits et l'équité dans le recours à la justice
- . Le strict respect de tous ces droits par les États et leurs représentants

Il y a démocratie et démocratie

La démocratie ne s'examine pas uniquement à l'aune de la réalité contemporaine ou de la realpolitik, mais surtout de manière historique par l'ensemble flagrant de ses manquements, imperfections et retards. En d'autres termes, n'est pas une démocratie le pays, le système, le régime ou la gouvernance qui utilise massivement la manipulation des masses, la violence, la peur, la contrainte, le rapport de force et/ou la désinformation contre le citoyen et le peuple. De la même manière, est une moitié de démocratie, tout ce qui privilégie l'institution avant le citoyen, les devoirs et obligations avant les droits et libertés, l'état régalien avant la volonté du peuple.

Par principe, la démocratie est un combat permanent contre...

1. Tout système dominant verticalisé favorisant le Goliath institutionnel contre le David anonyme, en faisant prévaloir une indifférenciation non respectueuse face aux attentes du citoyen moderne.
2. La séparation nette entre l'État et ses administrés avec au milieu toute une technocratie aux ordres, une cohorte de servants et collaborateurs rémunérés par les citoyens eux-mêmes (population), dont ils sont censés contrôler et surveiller le moindre écart au nom de l'administration du bien commun.
3. La manipulation officielle des masses, le brouillage idéologique, médiatique, religieux et culturel, lorsque ceux-ci agissent à la source même de la conscience humaine, de l'activité psychique et cognitive des individus.
4. Le détournement de la conscience individuelle par le matricage éducatif et le formatage des esprits et comportements dans une finalité de soumission, d'asservissement, de suivisme, de conditionnement, de contrôle direct ou indirect des conditions humaine et citoyenne.

Les fondamentaux de la démocratie et de la citoyenneté

Dans le prolongement de l'introduction à la démocratie des Hastags [#1](#) et [#2](#), il est utile de rappeler certains fondamentaux devant normalement s'appliquer dans toutes les démocraties modernes.

Échelle de démocratie à 10 niveaux

Sur une échelle de progrès démocratique, chaque groupe primaire et secondaire, chaque communauté, collectivité, pays ou fédération s'inscrit entre le retour au primitif sauvage (-x démocratique) et le 100% idéal démocratique incluant obligatoirement une population adultisée au sens évolutionnaire. Échelle de démocratie au sens sociétal (hors méthode d'analyse fondée sur des critères spécifiques) :

0 = Aucune vie sociale : Retour à la vie vagabonde, isolée, antisociale, asociale (sauvage, solitaire, ermite, fugitif, marginal...) avec 0% de légalité.

1 = Antidémocratie : Anarchie, démocrature, démocrapula, ayant pour commun dénominateur le recours à la loi du plus fort, la loi de la jungle, l'exercice légitimé de la violence, de l'agressivité, du rapport de force, de la dominance. Les deux extrêmes sont possibles dans la posture anti-démocratique avec 100% de lois répressives appliqués et 0% de légitimité ou 100% d'action illégales.

2 = Démocratie zéro : Totalitarisme, despotisme avec des règles léonines, discrétionnaires, partiales, injustes, produisant une transgression permanente des droits et des libertés légitimes, le recours abusif au goulag, la prison, l'enfermement, l'esclavagisme, le servage, l'oppression, les pratiques insupportables.....

3 = Démocratie mensongère : Dictature avec 80% à 99% de légalité directive et/ou de règles léonines sous l'égide d'un conservatisme étroit, d'un traditionalisme fort et seulement 1% à 20% d'acceptation de la légitimité sous condition dans l'usage des droits et libertés.

4 = Démocratie naissante : Autoritarisme avec 66% à 80% de légalité directive (fascisme, directivisme, hiérarchisation fortement verticalisée...) et 20% à 34% d'acceptation de la légitimité sous condition dans l'usage des droits et libertés.

5 = Démocratie insatisfaisante : Autocratie avec 50% à 66% d'imposition d'un cadre légal servant d'abord les intérêts des dominants (césarisme, obéissance, discipline...) et 34% à 50% de légitimité sous condition dans l'usage des droits et libertés.

6 = Démocratie partielle : République, monarchie, oligarchie, régime parlementaire, fondé sur la représentation (intermédiaires, élus, députés, sénateurs...) avec 50% de légalité imposée (égalitarisme dogmatique, contractualisation, conformisme, délibération organisée, vote entonnoir...) et 50% de légitimité sous condition dans les droits sociaux, civiques, citoyens, économiques...

7 = Démocratie majoritaire : Citoyenneté participative bénéficiant de 50% à 66%, d'accès aux revendications et de prise en compte des attentes légitimes du citoyen (affirmation de soi, prise d'initiative, donnant-donnant participatif...) avec 34% à 50% de lois et règles d'encadrement général à suivre.

8 = Démocratie satisfaisante : Citoyenneté avancée habilitant au plus près de la vie locale la prise de décision, le contrôle des programmes et des mesures votées par les citoyens eux-mêmes, sans passage ni filtrage par des intermédiaires ou délégation institutionnelle (les élus ne font que gérer sous contrôle régulier la situation). La conduite de l'État et la gestion nationale font l'objet de conseils de surveillance spécialisés par grands domaines d'activité, ainsi

que par un conseil suprême représenté par des citoyens compétents provenant de chaque conseil de surveillance (1 homme = 1 voix). Il s'agit de prendre en compte entre 66% à 80% de légitimité dans les décisions prises et actions menées (vision globale, anticipation, partage, bienveillance, humanisme...) avec 20% à 34% de cadre judiciaire et règles d'encadrement général.

9 = Démocratie parfaite : Citoyen adultisé, autonomisé, appliquant couramment l'ensemble des valeurs évolutionnaires (aboutissement de soi, intelligence relationnelle partagée, gagnant-gagnant) en ayant la capacité légale et légitime de décider et agir seul à partir d'un multichoix, d'une offre alternative élargie, d'options diverses, avec 80% à 100% de légitimité dans l'ensemble des activités privées, sociales et publiques et 0 à 20% de lois et règles d'encadrement général à suivre dans l'esprit et non la lettre.

*Par **légalité** directive et règles d'encadrement général, il faut entendre l'imposition restrictive et obligatoire de prescriptions, mesures et lois à suivre au sein de l'espace public.*

*Par **légitimité** sous condition, il faut entendre la prise en compte des attentes, besoins et demandes des citoyens dans leurs domaines privés d'activité, de vie, d'initiative.*

Les socles formant la Vraie Démocratie

La pratique de la démocratie ne doit pas reposer sur des idéaux interprétables à souhait, mais sur des faits, des socles solides, positifs, constamment ouverts au progrès, et cela directement en faveur des citoyens. Elle ne doit pas s'interpréter et s'appliquer en fonction directe de dogmes et fondements conservateurs imposant une structuration dirigiste, voire autoritaire, favorable aux systèmes politiques, institutionnels, organiques et minorités influentes en place. Par principe sociétal évolutionnaire, tout citoyen est en droit d'exiger 10 fondements permanents, inaliénables et non négociables afin d'éviter toutes les déviations, déformations et perversions issues du mauvais usage de la démocratie.

Les 10 fondements et socles formant la Vraie Démocratie

1. Pleine et entière souveraineté du peuple face à l'exécutif, au législatif, aux pouvoirs publics, aux institutions, quel que soit le régime politique en place. Par principe l'état de démocratie repose sur une totale laïcité (liberté de conscience, égalité devant la loi, non-obligation de croyance ou d'idéologie, non-appartenance politique, religieuse ou sectaire).

2. Garantie d'application et de préservation des libertés fondamentales, publiques et individuelles notamment :

- Libertés existentielles (recherche de satisfaction des besoins dominants, euthanasie, IVG...).
- Libertés de choix (décision, prise d'initiative, entreprendre, grève, syndicalisation...).
- Libertés d'action (passage à l'acte, dépassement de soi, rencontre, échange, mobilité...).
- Libertés d'expression (parler en public, opinion, art, communication, réunion...).
- Libertés de penser (croyance, culte, athéisme, idéalisme, théorisation...).

3. Accès permanent aux droits légitimes lorsque ceux-ci sont discernés et conscientisés avec :

- Application du principe de réciprocité, choix minimum entre 2 ou plusieurs options possibles, accès à l'information 360°, recours aux 34 valeurs

évolutionnaires (Hashtag [#14](#)).

- Accord amiable, négocié, médiation, valeur accordée à la parole donnée, limitant le recours à l'administration du droit (justice, opérateurs judiciaires).
- Droits légalisés protecteurs : droit à la vie, droit de vote, égalité en dignité, liberté, propriété, sûreté, protection et défense face à l'oppression...
- Contreparties justifiées et équitables : responsabilité, travail, charge ou tâche à accomplir, respect des autres, des règles et des lois, obligation morale de s'opposer à l'injustice, résister à l'iniquité, combattre la violence dominante, refuser l'exploitation des hommes et des femmes, éteindre à la source toute forme de discrimination et manipulation...

4. État de droit citoyen au service principal de l'intérêt général en favorisant toujours en premier la volonté des citoyens et non les positions régaliennes de la gouvernance, le pouvoir politique, religieux, économique et financier en place, avec limitation, voire soustraction du nombre de contraintes légales et normatives en se basant principalement sur l'autodiscipline et le discernement de chacun.

5. Primauté de la majorité absolue des inscrits ou de la majorité qualifiée des votants par un système de votation fondé sur le principe d'un homme/une voix dans le cadre du suffrage universel direct et secret par tout citoyen inscrit sur liste électorale. C'est le refus de l'application du principe de majorité relative par rapport au seul nombre de suffrages exprimés par Oui et Non (inscrits s'étant déplacés pour voter) en incluant, dans le calcul final, la proportion des votes volontairement non exprimés (abstention et vote blanc en tant que refus de l'offre proposée), afin de déterminer la véritable réalité des volontés exprimées.

6. Contrôle du pouvoir des élus par les citoyens de manière régulière, à mi-mandat ou ponctuelle, avec possibilité de « désélire », désavouer, renoncer aux mesures et programmes en cours en les jugeant insuffisants, inadaptés, trompeurs, en retard, hors volonté du peuple. Toutes les représentations et délégations de nature politique, parlementaire, présidentielle, participative, syndicale..., doivent être placées sous la tutelle citoyenne, voire régies par une constitution citoyenne universelle.

7. Contrôle des pouvoirs politiques, hiérarchiques et ceux utilisés par les délégataires (élus, dirigeants, responsables statutaires...) avec la mise en place de contre-pouvoirs d'égale importance dans la décision, la capacité d'intervention, le fait d'ester en justice...

8. Exigence d'une justice équitable garantissant l'impartialité, l'objectivité, l'humanité, la fermeté, la préservation des libertés individuelles, les droits sociaux et citoyens, des revenus égalitaires entre les sexes, les genres humains, les communautés, ainsi que la défense des plus faibles et fragiles (solidarité, partage, protection sociale...).

9. Libéralisme économique pour toutes les parties qui souhaitent échanger, commercer, négocier, faire des affaires, sous condition de réciprocité, de loyauté, d'honnêteté, de respect des règles communes, de libre concurrence, de régulation si nécessaire.

10. Devoir d'agir par tout citoyen à tout moment que ce soit dans le domaine privé, public ou professionnel sur la présence de dangers réels, sur le fait de porter secours, ainsi que **d'alerter** (hors dénonciation, délation, cafardage...) sur des accords secrets néfastes pour la collectivité, sur des pratiques toxiques, sur des mesures liberticides, sur des affaires indélicates concernant les élus, les acteurs des pouvoirs publics, les dirigeants, dès lors que cela affecte la vie des autres citoyens. C'est aussi **exiger une information** vraie, transparente, honnête, précise, anti-mensonge, anti-désinformation, anti-propagande, avec accès aux archives, documents, dossiers, contrats..., au sein de toute entité morale et publique.

Ce que l'on doit éviter de faire en démocratie

Une société évoluée ne se conduit pas en référence au négatif ou en fonction de la déviance marginale comme c'est trop souvent le cas en matière de production législative. Pour cela, l'exercice de l'esprit de démocratie doit... :

- . Éviter de contribuer à la fausse homogénéité nationale **en privilégiant au contraire** la différenciation et l'hétérogénéité objective fondées sur de solides socles communs en matière de conditions humaine et citoyenne.
- . Éviter le bric-à-brac des corporatismes jaloux de leurs prérogatives et des cercles élitistes pensant pour autrui et influençant le collectif **en privilégiant au contraire** le plus large spectre de différences interindividuelles, communautaires et/ou organisationnelles.
- . Éviter l'empilement régulier de lois, procédures, normes et règlements **en privilégiant au contraire** une fluidité institutionnelle fondée sur l'utile, le meilleur et l'essentiel, via le toilettage et la déconstruction.
- . Éviter toute forme de restriction dans le champ du droit et des libertés **en privilégiant au contraire** l'expansion maîtrisée et discernée des potentiels naturels en les transformant en capacités efficaces et libertaires.

En démocratie, un système demeure imparfait et injuste tant que...

- ... La religion, le fanatisme, la radicalité ou l'idéologie s'impose contre ou avant l'esprit de démocratie.
- ... L'État est au centre décisionnaire de la Nation et reste intimement dépendant des rouages conservateurs du système en place.
- ... Le citoyen n'est pas placé en amont, au centre et/ou dans la finalité de la Nation.
- ... Les élus prétendent incarner la volonté du peuple dans des mandats imparfaits leur accordant plus de pouvoir qu'aux citoyens eux-mêmes.
- ... Certaines minorités influentes et agissantes imposent leurs vues à la majorité et/ou aux autres minorités, par leur capacité de mobilisation et/ou de nuisance auprès des institutions, même s'il est légitime que chaque minorité puisse défendre ses droits.
- ... La relation État/Citoyen est à sens unique de manière descendante dans la réalité quotidienne d'un rapport de force et de dominance évident.
- ... L'outrage à citoyen n'est pas inclus dans la Constitution ou dans le droit pénal, afin de pouvoir préserver le citoyen lambda des excès discrétionnaires des technocrates, fonctionnaires, collaborateurs et servants du système.
- ... Le pays est contrôlé et gouverné par un seul parti dont le pourcentage de représentation est largement inférieur à celui de la majorité du peuple.
- ... Le triptyque Équité / Légitimité / Différenciation pour le citoyen n'est pas appliqué, voire non inclus dans la Constitution du pays.
- ... Le politique au pouvoir défend d'abord son camp ou son idéologie en refusant de prendre en considération l'avis contraire ou différent du sien.
- ... Les différents cercles d'élus, d'élite et d'influents, interagissent principalement entre eux en décidant et en agissant au nom de tous.
- ... La réforme politique, législative, économique et/ou sociale s'impose à tous sans concertation préalable des individus et citoyens concernés.
- ... La loi imparfaite des hommes s'impose autoritairement à la place de la légitimité naturelle, évidente, discernée.

... Le conservatisme étroit dicte ses usages, pratiques et règles en bloquant ou retardant le processus évolutionnaire moteur du véritable changement.

... L'opposition comme les contre-pouvoirs ambitionnent de devenir eux-mêmes des pouvoirs dominants aux privilèges identiques.

... Les moyens et ressources de la technologie et de l'IA priment sur le discernement humain et les ressources compétentielles.

... L'égalité dogmatique s'impose à tous sans équité ni différenciation des cas, des situations et/ou des individus.

... Le culte de la personnalité sans humilité ni modestie s'impose et perdure chez le politique et dans la politique.

... La mentalité générale ne progresse pas du fait d'un ensemble de filtres, formatages et bridages placés sous contrôle direct des institutions en place.

... Le formatage moral et officiel issu de la culture nationale, de l'éducation de masse, de l'information d'État enferme, encadre, conditionne les jeunes esprits comme les esprits faibles dans des limites consciencielles fortement orientées.

... La prudence collective, le conservatisme docile, le conformisme et autres principes de précaution l'emportent sur le discernement, l'initiative individuelle, la prise de risque maîtrisée, entretenant ainsi de multiples freins et murs face aux attentes individuelles et collectives.

Les 3 niveaux d'antidémocratie

L'antidémocratie se distingue des différentes formes naissantes ou stabilisées de démocratie par des constantes relevant d'un réflexe primaire d'«animalité» humaine légitimant l'exercice de la violence, de l'agressivité, du rapport de force, de la dominance, de la loi de la jungle. Elle peut prendre 3 grandes formes selon les individus, les contextes sociaux et politiques, en reposant sur la seule volonté humaine jusqu'à l'excès et le n'importe quoi individuel :

- . **Anarchie** = Désordre volontaire dans lequel les individus agissent de leur propre gré, sans chef ni autorité, sans ligne stratégique ni morale directrice ni organisation structurée ni véritable respect des valeurs évolutionnaires pour les autres, les biens, l'environnement général.
- . **Démocrature** = Simulacre de comportement démocratique donnant l'apparence d'être conforme à l'État de droit et aux attentes des populations, ersatz de démocratie revendiquant la légalité des méthodes de gouvernance dans l'exercice directif d'un pouvoir placé sous l'égide de minorités dominantes, voire d'un régime présidentiel classique, sans prise en compte de la volonté du plus grand nombre ou alors en dernier lieu après la défense de ses propres intérêts.
- . **Démocrapula** = Apparence d'une vie sociale correctement organisée animée par une mentalité crapuleuse exploitant toutes les faiblesses démocratiques en matière politique, judiciaire, sécuritaire, sociale, économique, financière, culturelle, à partir de règles et codes mafiosques, de corruption à grande échelle, de prédation plus ou moins sophistiquée (industrie du crime, blanchiment d'argent...).

Les principales anti-pratiques démocratiques

Dans la réalité du quotidien, on s'aperçoit que les limites à ne pas franchir par l'autoritarisme, le dirigisme, la violence, la manipulation, afin d'éviter d'affecter ou de transgresser les droits fondamentaux et les libertés humaines et citoyennes ne sont jamais appliquées entre 90% et 100% des principes initiaux, mais presque toujours à un niveau intermédiaire qui stagne dans certains pays et/ou régimes politiques dits démocratiques autour ou en dessous des 50%. C'est ce constat

implicite qui fait que la citoyenneté et la démocratie moderne sont considérées comme intermédiaires, partielles et insatisfaisantes vu du citoyen, mais considérées comme quasi normales, voire souhaitables, dans la conduite de masse de la plupart des systèmes en place. Les raisons chroniques de ces imperfections citoyennes et démocratiques sont toutes corrélatives de la manière dont sont gérés les droits et les libertés en les plaçant sous contrôle permanent de multiples devoirs, obligations et contraintes systémiques. Une somme d'impératifs qui s'imposent le plus souvent sous des prétextes relativement fallacieux de solidarité, de loyauté, d'unité nationale, d'ordre républicain et autres justifications générales, dont on ne voit souvent que la partie congrue. On observe ainsi tout un panel d'injonctions paradoxales vantant d'un côté les mérites de la démocratie, tout en obligeant à accepter et subir avec fatalisme les exigences légalisées, normatives, règlementaires, procédurales, économiques, gouvernementales, systémiques, sécuritaires, idéologiques, communautaires.

C'est le cas notamment avec :

- . L'obéissance inconditionnelle aux directives, règles et instructions provenant du pouvoir en place, des autorités, du commandement, des décisions prises par la hiérarchie.
- . L'application unilatérale et obligatoires des mesures prises et/ou votées par la représentation parlementaire nationale et fédérative.
- . Le forçage administratif permanent impliquant une totale dépendance et conformité civique envers les demandes faites par l'administration.
- . Le poids constamment haussier de la charge fiscale, financière, bancaire, des prix et tarifs, des conditions économiques.
- . Les astreintes imposées dans tous les milieux de vie et d'activité qu'elles soient de nature éducative, formative, relèvent du monde du travail, de la mobilité, de la vie en entreprise, du voisinage...
- . Les règles morales et sociales à adopter pour faire comme les autres et/ou obligeant à suivre les codes en place dans un conformisme plus ou moins hypocrite, afin de ne pas être critiqué, exclu, sanctionné.
- . L'obligation sous-jacente d'appartenance, d'identification, d'adhésion, voire de dépendance, d'allégeance au fonctionnement des systèmes publics, économiques, institutionnels et professionnels de tutelle afin de pouvoir bénéficier de certains avantages et droits.
- . Le suivisme de masse organisé sans tenir de la volonté des citoyens en matière sécuritaire, sanitaire, idéologique, religieuse, sectaire, communautaire..., en devant appliquer des codes contre-nature, non adaptés à appliquer à la lettre et/ou en devant suivre des procédures standardisées, indifférenciées, non personnalisées.
- . Le relatif fatalisme à devoir se satisfaire uniquement et passivement des conditions, des limites et spécificités inhérentes à l'offre sociétale et politique du moment.
- . Le fait de devoir supporter constamment tout un ensemble de micro-piqûres morales, éthiques, comportementales, des micro-sollicitations plus ou moins politisées, aseptisées, propres, politiquement correctes, venant de tous les côtés (médias, associations, ONG, minorités influentes, réseaux sociaux...) disant ce qu'il faut faire, ce qu'il faut penser, ce qu'il faut choisir...

Les 10 postures et attitudes démocraticides les plus courantes

Il y a **action démocratocide** lorsque l'un ou plusieurs des 10 grands socles démocratiques sont affectés entre 51% et 100% sous forme de limitation légale, imposée ou normative, sans l'accord d'une majorité absolue de citoyens. Il y a **régression manifeste** lorsque l'interdiction des pratiques passe en dessous de 80 % des pratiques démocratiques habituelles et une **inversion hautement régressive** en dessous de 50 % des acquis antérieurs. Dans la plupart des pays du monde, le passage de la « ligne jaune » est monnaie courante de la part des gouvernants et des pouvoirs publics avec les 10 principales formes d'inversion, régression, démocratocide :

1. Sélectivité entre genres humains avec :

- Exclusion, ségrégation, différence de traitement, discrimination selon la couleur de peau, le sexe, le pays de naissance, la race ou l'ethnie...
- Catégorisation des individus selon des critères systémiques unilatéraux
- Recours aux préférences entre riche ou pauvre, beau ou laid, connu ou inconnu, diplômé ou non, bien noté ou non, docile et obéissant ou indépendant et résistant.

2. Manque de discernement dans les effets induits (après les conséquences directes) des décisions prises par l'exécutif, les parlementaires, le législatif, l'institutionnel, les acteurs des pouvoirs publics, lorsque celles-ci sont soumises à :

- Une gestion court-termiste des affaires publiques et politiques
- Des enjeux de realpolitik obligeant à réagir dans l'immédiateté
- L'interférence entre les procédures officielles et les situations rencontrées
- La focalisation étroite sur la lettre du droit et non l'esprit du droit
- Au fait de devoir tenir compte de l'opinion publique et pression politique
- Des procédures figées, réglementées, sans aucune latitude d'adaptation
- Une fuite en avant permanente dans la normalisation, législation, taxation

3. Approche manipulatrice des dirigeants, élus, gouvernants, systèmes dominants en matière de :

- Discours public, débat participatif, expression médiatique visuelle ou écrite
- Communication orientée, non authentique, langue de bois, propagation délibérée d'informations partielles favorisant une libre interprétation
- Mensonge effronté et assumé en affirmant des contre-vérités, en niant les faits objectifs jusqu'à inverser en miroir la vérité (voir chez les autres ce que l'on est ou fait soi-même).
- Évitement à aborder la vérité, le cœur des problématiques, par peur des conséquences, s'exposer politiquement, ne pas assumer la responsabilité
- Défense de sa part d'autorité jusqu'à refuser ou repousser celle des autres
- Utilisation biaisée des chiffres et statistiques officielles
- Menace et injonction pour faire peur, dramatiser, faire plier
- Utilisation du couple raison-émotion pour brouiller l'esprit critique, pour embrouiller le jugement

4. Posture politique, dirigeante, institutionnelle sans hauteur de vue ou à la hauteur des véritables enjeux, au mépris des valeurs de dignité, de la parole donnée, de l'intelligence collective et individuelle, par... :

- Un manque de fermeté et de détermination dans le passage à l'acte sans recourir au pur principe de réciprocité et/ou en traitant les événements par les voies administratives, diplomatiques consensuelles, prudentielles, manipulatrices, en encaissant plus les conséquences des faits de manière unilatérale qu'en affirmant haut et fort sa détermination et sa non-peur de

l'autre ou de l'affrontement.

- Des postures trop radicales et intransigeantes lorsque l'on se sent en position de force envers les plus faibles que soi ou, à l'inverse, des postures atténuées dans le politiquement correct et l'apaisement lorsque la balance des risques n'est pas en sa faveur.
- Des raisonnements pseudo-logiques, sophistiques, réchauffés, privilégiant un report à plus tard, le « sans vagues », le consensuel prudentiel.
- Des visions directives idéologisées fondées sur des affirmations autoréalisatrices, des certitudes « incertaines », des croyances religieuses ou mystiques, une morale conservatrice figée.
- Des options politiques archiconnues, passéistes, par facilité ou populisme.
- Des attitudes fatalistes, résignées, acceptant sans discuter, sans s'opposer, sans combattre des choix contraints, sans courage de rupture avec l'existant.
- Des choix et options stéréotypées, standardisées, sans innovation ni aucune avancée, par peur d'un retour de manivelle, de sanction, de rejet.

5. Orientation légale et/ou administrative du vote citoyen en faisant prévaloir les règles historiques et/ou constitutionnelles pour justifier :

- Un choix restrictif Oui ou Non décidé à l'avance par les partis en lice
- La non-acceptation du principe 1 homme/1 voix
- La non-prise en compte de la volonté des inscrits abstentionnistes
- Le contrôle systémique et statistique du processus de vote entonnoir
- le détournement, le refus ou le déni des résultats électoraux
- Opposition radicale, voire malhonnête, après une défaite loyale

6. Recours systématique à l'égalité dogmatique comme méthode indifférenciée de gestion des rapports croisés entre l'État, les systèmes dominants, les organisations collectives et les citoyens, en vue principalement de :

- Endiguer, réduire, stopper, les velléités des individus et des citoyens dans leurs attentes légitimes d'écoute, de reconnaissance, d'autonomisation, de différenciation, sous prétexte d'unité collective, d'homogénéité nationale, d'application de la lettre de la loi, de la règle et/ou de la même procédure pour tous.
- Protéger les grands intérêts des pouvoirs et influents en place, la structure sociale fondée sur la hiérarchisation dans le rapport d'autorité et de dominance, comme digue artificielle « citoyennicide » privilégiant la raison systémique au discernement humain et citoyen.
- Imposer des lois et règles à vocation générale qui soient inviolables, incontournables, non contestables, par la force de la légalité et des risques associés pour ceux et celles qui prennent le risque de s'en détourner.
- Ne tenir aucun compte de la volonté, du bon sens, des attentes légitimes et spécifiques du corps social, en se cachant derrière le bouclier de la loi, des dogmes procéduraux, des doctrines idéologiques, de l'institution judiciaire.
- Lisser tout le monde vers le milieu de la médiocratisation, c'est-à-dire ni vers le haut incontrôlable de l'adultisation ni vers le bas primitif et/ou trop abêtissant d'une condition humaine inacceptable, en jouant sur la standardisation des procédures et processus, sur les mêmes obligations identiques pour tous et l'ensemble des autres, sans faire ainsi de jaloux, de déçus, de frustrés, en nombre trop important.

7. Excès de pouvoir, d'autorité, d'importance, accordé à certains élus, politiciens, technocrates, représentants et hauts fonctionnaires de l'État, dirigeants et managers d'entités privées qui en profitent pour... :

- S'approprier statutairement des droits discrétionnaires, des prérogatives, une audience communicationnelle dans les médias, des avantages léonins dans leurs missions, une permissivité élargie pour eux-mêmes.
- Abuser d'une position dominante en imposant une vision directive des choses, en maltraitant psychologiquement les individus, en donnant des ordres égocentrés, en humiliant autrui, en profitant financièrement de la situation, en jouant sur la faiblesse ou la dépendance des individus...
- Mener une opposition systémique des politiques en place, des décisions et mesures prises, en critiquant sans cesse ce qui est fait, en proposant le contraire ou un retour en arrière sans vraiment faire preuve d'imagination ni d'avancées évolutionnaires au profit du citoyen lui-même.

8. Traitement injuste, inhumain, indigne, insensible, méprisant, cruel, odieux, envers certains individus-citoyens (pratiques discriminatoires, enfermement, torture, sévices, élimination...) en abusant de... :

- Violence psychologique, harcèlement moral, violence physique, sexuelle.
- Cynisme via un manque de respect, mépris, abaissement, humiliation, marginalisation.
- Déni, hypocrisie, lâcheté, manque de loyauté, défaut d'honnêteté intellectuelle, absence d'honneur et de dignité, désinformation, pratiques manipulatoires en n'assumant ni les actes ni les dires.

9. Astreinte, coercition, devoir imposé sous prétexte d'égalité, respect de l'ordre, protection des systèmes en place, en n'hésitant pas à accumuler sans cesse les interdictions, les formes de délit, les condamnations, les normes à suivre par le biais de législateurs politisés du moment (ministre, parlementaire, député, sénateur, haute technocratie...) sous forme de... :

- Nouvelles lois, règles et obligations, taxations, contributions et impôts, mesures liberticides à vocation anti-réciprocité, anti-bienveillance, anti-solidarité citoyenne, et/ou affectant directement par le bas du possible les conditions de vie des citoyens concernés.
- Distinction de sens et de destination entre les pratiques des représentants officiels et assermentés jugées normales (citoyens systémisés ou qui défendent le système) et celles pratiquées par les citoyens lambda anonymes sans autorisation ni consentement préalable.

10. Offre politique volontairement limitée ou chroniquement insatisfaisante du fait des empêchements structurels, administratifs, juridiques, des pressions exercées par les minorités conservatrices influentes, mais presque toujours fondamentalement inadaptée aux attentes du citoyen lambda dans sa Demande de changement et d'amélioration de ses conditions de vie collective, en proposant systématiquement à la place... :

- Une Offre généralement relookée sur la forme par le jeu du marketing, mais rarement sur le fond en restant indéfiniment limitée, partielle, inadaptée, inadéquate, centralisée, directive.
- Une communication de plus en plus omniprésente remplaçant les actes par la virtualité évocatrice des mots et des images, l'aseptisation du raisonnement dans la langue de bois et le politiquement correct.
- Des messages principalement non adultisés, infantilisans, culpabilisans, moralisans (type sécurité routière en France), les publicités énervantes 10 fois par jour sur la même chaîne (type « Comme J'aime » en France), des débats soûlants avec une répétition en boucle sur les chaînes d'information en continu ou JT (type Covid, sanitaire, politique, climat, écologie, conflits extérieurs...)

L'Auberge espagnole de la démocratie

La référence à la démocratie est fortement subjectivée et sujette à des interprétations multiples associant les idéaux libertaires à des pratiques légales. Sous l'égide du bouclier d'un droit « universel » chacun comprend, interprète, légitimise ce qu'il fait, ce qu'il entend, ce qu'il comprend, par rapport à la représentation faite des idéaux de la démocratie. C'est le principe de l'auberge espagnole au sens trivial qui prédomine, permettant ainsi de justifier à tout moment son propre comportement, ses propres attitudes, ainsi que ceux et celles d'autrui. Toutefois, derrière les bonnes intentions volontarisées, raisonnées, réfléchies, conscientisées, l'idéalisation du modèle démocratique se transforme presque toujours en pratiques beaucoup moins fun largement altérées, rigidifiées, restrictives, considérées comme plus pragmatiques. On en arrive ainsi à tout justifier par le verbe selon son orientation éducative, politique, syndicale, idéologique, religieuse, dirigeante..., jusqu'à présenter le contraire de la véritable démocratie en utilité nécessaire. Ce détournement de sens relève exactement du même processus mental inversif utilisé dans la plupart des croyances sectaires, religieuses et politiques systémisées et institutionnalisées (Hastag #2). On passe ainsi d'une posture et/ou d'un message initialement simple, humaniste, altruiste, bienveillant, solidaire, équitable, fraternel, à un habillage communicationnel et marketing beaucoup plus solennel et sophistiqué masquant souvent des intentions vénales, de pouvoir ou de domination. Le 180° inversif (parfait contraire des idéaux de démocratie) est atteint lorsque la pure et bonne intention de départ devient par le filtre malade ou déformé d'esprits psychorigides, intolérants, agressifs (fanatique, intégriste...), une arme de conquête intolérante et autoritaire, de soumission et d'obéissance massive, d'offre unique anticoncurrentielle.

Est-il normal d'abuser légalement de la démocratie ?

La démocratie est très sensible à la défense du droit, des valeurs morales, de la vérité, de l'objectivité des faits, de l'intégrité des individus (honnêteté, esprit de responsabilité...). Elle est de ce fait parfaitement manipulable dans tous les sens du terme (influençable, trompable, déformable à souhait), dès lors que la bêtise humaine et l'intelligence malsaine s'en mêlent. Aussi, la question se pose de savoir si l'on doit défendre coûte que coûte les torsions sémantiques appliquées à l'existant démocratique de son propre pays, parce que c'est comme ça, parce qu'il y a pire ailleurs ou que l'on estime culturellement et idéologiquement que c'est satisfaisant en soi. Doit-on dès lors accepter par nationalisme, parti pris, croyance, crédulité, que ce qui est fait et dit par les autorités de tutelle, les partis politiques, les représentants du peuple, les entités et organismes influents, est suffisant et acceptable comme seule vérité sans rien exiger de plus ?

Doit-on accepter, valider, tout ce qui ressort de la notion de démocratie... ?

La notion de démocratie est devenue un mot sanctuaire en partie vidé de son sens par tous les régimes politiques au pouvoir, mis à toutes les sauces du moment en étant constamment détournée, violentée, trahie, abusée. La maltraitance de la démocratie est monnaie courante sous les yeux de chaque citoyen, jusqu'à devenir des points aveugles dans la conscience individuelle et

collective. C'est le cas notamment avec une vingtaine de constats concernant... :

- . **Le pouvoir unilatéral et descendant** de l'élu national, faisant qu'un seul homme ou une minorité d'hommes au pouvoir décide du destin collectif, de la vie et de la mort, de la souffrance, de la frustration, de l'insatisfaction de milliers, de dizaines de milliers, de centaines de milliers, voire de millions d'hommes et femmes.
- . **La séparation permanente des pouvoirs** entre ceux qui décident bien ou mal (élus, gouvernants, dirigeants) en fonction d'un statut prédéfini s'imposant en l'état, et ceux qui agissent sur le terrain du quotidien (actifs, entrepreneurs, citoyens lambda...), comme s'il existait une frontière hiérarchique infranchissable entre les décisionnaires non actifs et les actifs non décisionnaires.
- . **La parole décisive des gouvernants** et décisionnaires lorsque celle-ci est fondée sur des vérités toutes faites, des certitudes à l'emporte-pièce, des contre-vérités, ainsi que sur les mêmes antiennes, les mêmes narratifs, les mêmes raisonnements en boucle, dans la conduite des hommes et des affaires.
- . **La realpolitik court-termiste** lorsque celle-ci entraîne tout le corps social dans la même direction à partir d'excès de pouvoir, d'abus de directivité et/ou en limitant les libertés individuelles et collectives sans contrepartie ni réciprocité. C'est aussi se cacher derrière les mots (urgence, principe de précaution, sécurité, ordre...) pour masquer un manque de volonté dans l'action ou de courage à traiter le fond des choses.
- . **Le dépassement légal des lignes rouges** lorsque cela arrange le pouvoir en place, alors qu'il punit allègrement ceux et celles qui le font sans son consentement. C'est aussi le deux poids deux mesures avec le peu d'audace dans l'engagement en faveur des autres, pour leur sort, leurs souffrances, leurs difficultés, en préférant libérer sa conscience par le verbe et la communication abondante, par des petits pas prudents ou diplomatiques, en regardant de côté ou en tournant la tête, alors que l'émotion est inversement forte et l'implication hautement prioritaire lorsque cela concerne directement les siens et ses propres intérêts, même sans commune mesure.
- . **Le constat récurrent** que la réalité vantée dans les moyens disponibles et/ou les actions menées est généralement nulle avant l'évènement (non-qualité, impréparation, non-anticipation, mauvaise décision...), moyenne pendant l'intervention (erreur, précipitation, manque de coordination...) et bonne après (explication, analyse, histoire racontée...).
- . **L'adaptation post-législation des lois** et devoirs dans leur degré d'application en fonction directe des individus concernés, en les minorant chez certains (personnes riches, d'influence, de pouvoir), en les augmentant chez d'autres (citoyen lambda, exemplarité recherchée...) et/ou par l'influence mentale exercée (ressenti, psychologie, cognition, intellectualisation, conscientisation) par les auxiliaires de justice (avocat, procureur...) selon la puissance évocatrice des mots utilisés (vocabulaire, argumentation, couple raison-émotion).
- . **Le défaut de parole d'honneur** des États, pays et dirigeants, malgré toutes les solennités officielles et engagements pris, en n'honorant pas les valeurs auxquelles ils se réfèrent en mentant ouvertement, en étant hypocrite, en se plaçant au-dessus des lois communes, en n'hésitant pas à faire marche arrière, à ne rien faire, à faire le contraire de ce qui a été dit et signé, selon le sens du vent. Dans les faits, la parole étatique comme celle des systèmes dominants est souvent remise en cause ultérieurement ou plus subtilement interprétée, faisant que l'on ne peut se fier durablement aux promesses politiques qui « n'engagent que ceux qui y croient ».

- . **Le vote entonnoir** devenu la pratique majeure de tous les États républicains et monarchiques en étant placée sous le contrôle amont des pouvoirs en place dans un choix souvent restrictif et orienté. La décision citoyenne relève généralement d'une offre alternative en forme de goulet à prendre ou à laisser sans véritable latitude de choix différent ou personnel. C'est l'exemple type de la démocratie systémisée, partielle, voire pseudo-démocratique.
- . **Le sanctuaire de la laïcité** autorisant le libre exercice des cultes et de l'athéisme sous condition préalable de respecter, suivre et subir le modèle républicain ou monarchique en vigueur dans ses pratiques légales, autoritaristes, dirigistes, directives, conformistes, conservatrices. L'éclairage républicain de la laïcité n'est pas tout à fait celui de la pure démocratie qui devrait en faire un espace ouvert, équitable, tolérant, envers toutes les pratiques sociales, religieuses, culturelles, en appliquant un véritable adultisme citoyen placé sous l'égide de valeurs évolutionnaires dont celle de la réciprocité légitime.
- . **La forte dégradation et transformation** entre l'idée initiale, la promesse, la déclaration, la proposition (100% au départ) et la réalisation finale du fait des compromis, des freins et obstacles en chemin, des pressions exercées, des lois en vigueur..., jusqu'à atteindre un niveau très bas de 10% ou 20% au final, voire souvent moins ou l'inverse, en dénaturant ainsi délibérément l'essence même de la démocratie.
- . **Le caractère marginal de nombreux sujets médiatisés**, d'exemples valorisés et mesures prises ou à venir, avec une com' politique largement autosatisfaite d'elle-même et/ou ayant réponse à tout, faisant croire implicitement que tout va bien, que cela est un « plus », est ou sera disponible bientôt, partout ou presque, alors que ce n'est objectivement pas le cas.
- . **Les zooms médiatiques incessants** faits autour du moindre propos du moindre leader politique national ou étranger, de ses déplacements, de ses prises de position et états d'âme, comme si la vie collective devait forcément tourner autour de la volonté des mêmes individus, que tout dépendait du bon vouloir de quelques hommes et femmes, réduisant ainsi le champ de la démocratie et de la citoyenneté dans une focale hyper étroite allant jusqu'à l'absurde démocratique.
- . **La non-écoute et fin de non-recevoir** de la volonté des citoyens lorsque ceux-ci s'expriment publiquement (lettre ouverte, manifestation de rue, débat...) face aux décisions prises par les parlements et gouvernements en place, lesquelles ont tendance à s'imposer comme autant de dénis évidents de démocratie devenus normaux et légalisés.
- . **L'application de la TVA** jugée à tort indolore pour l'économie, car déjà incluse dans le prix affiché, sauf que celle-ci augmente artificiellement les prix et tarifs (entre le HT et le TTC) et que quelqu'un la paye forcément au final (le consommateur particulier) en réduisant d'autant le pouvoir d'achat des ménages les plus modestes et des personnes les moins riches. Seules les personnes morales (entreprises) en profitent de manière quasi indolore en la collectant pour le compte du fisc (sur les ventes), puis en la déduisant au prorata des achats pratiqués (TVA récupérable), tout en en conservant financièrement une partie du fait des règles comptables appliquées. Tout ce qui dépasse la limite d'un taux raisonnable entre 10% et 15% (pour les taux les plus hauts) devient budgétairement handicapant pour le citoyen-payeur, sauf avec la mise en place de contreparties fiscales, de réduction d'impôt au prorata des dépenses utiles engagées (démocratie avancée).
- . **Le prix à payer de la connexion au monde** (globalisation, mondialisation, échanges internationaux) impliquant le recours à des pratiques administratives, commerciales, économiques, financières, à la limite de l'esprit démocratique

(autorisation, interdiction, sanction, concurrence déloyale, guerre des prix, compétition douanière, taux d'intérêt, taux monétaire...). Il en résulte des rapports de force permanents entre acteurs de pays dits démocratiques jusqu'à la dictature de l'Offre sur la Demande du fait des grands groupes industriels, des multinationales, des organismes bancaires, assurantiels et financiers, des fonds d'investissement, qui ne cherchent *in fine* qu'à s'enrichir sur le dos des populations.

- . **Le jeu trouble de certains** en laissant faire sans rien dire, sans appliquer la réciprocité, la fermeté, la méthode 1.2.3 (Hashtag #25), afin de rééquilibrer sainement les rapports et/ou remettre les compteurs à zéro, dès lors que cela les arrange ou crée des freins, des pièges, des problèmes, des handicaps pour les autres.
- . **Le recours à la méritocratie sélective** (Hashtag #36) en adoubant et valorisant d'abord tous les servants et collaborateurs des grands systèmes en place, ceux et celles ayant rendu de grands services à l'État, même s'ils se sont comportés hors esprit de démocratie et/ou contre les intérêts du citoyen lambda.
- . **Le fait de noyer constamment le poisson** sur les grands sujets sociétaux sensibles, cruciaux, essentiels, dangereux pour le gouvernement ou les relations en géopolitique, en limitant volontairement l'accès au cœur d'information (vérité à ne pas révéler, intention cachée, entente...), tout en tournant allègrement autour en cloisonnant et saucissonnant les messages délivrés, en éclairant uniquement certains faits et pas d'autres, en survolant rapidement tout ce qui est sensible et non politiquement correct, en saturant sur ce qui est accessoire (secondaire, non impliquant, protecteur d'intérêts...), vendeur (audience, notoriété, publicité) et/ou émotionnellement porteur.
- . **La défense systématique de ses proches** dans la famille, dans l'entreprise, dans le groupe d'appartenance, voire son pays, jusqu'à pointer du doigt la responsabilité totale des autres, même sans preuve et/ou sans véritable discernement ni objectivité, alors que les décisions prises ou les actes commis par certains membres connus sont éminemment contestables.
- . **Les multiples techniques de marketing** utilisées de manière plus ou moins ingénieuse et intrusive (publicité, marketing direct, marketing vente, marketing émotionnel, marketing digital, marketing politique, marketing relationnel, marketing de contenu...), afin d'abuser de la crédulité de l'utilisateur, du consommateur, de tromper sur la réalité de l'offre, d'orienter malhonnêtement les décisions de vote ou d'achat, jusqu'à l'aberration paradoxale de faire payer cher des produits en faible quantité ou des services insuffisants (shrinkflation, shrinkfashion...).
- . **L'outrance communicationnelle et médiatique** utilisée comme arme de manipulation de masse, d'influence profonde des esprits, à chaque fois que l'offre est insuffisante, que les mesures ou réponses sont inadaptées, qu'il existe un manque patent de courage dans les décisions prises, ou encore que prédomine un mauvais rapport qualité-prix ou une faible qualité de services, en faisant le contraire de ce qui fait, dit et écrit par ailleurs, avec un abus de messages rassurants, l'illusion des images, la virtualité des raisonnements tenus, en jouant sur le large spectre d'interprétation des mots.

Lutter contre la contamination antidémocratique dès le plus jeune âge

Le cerveau humain est le principal centre d'application de la démocratie et de la citoyenneté. Tout part du cerveau humain et tout revient au cerveau humain, faisant que fondamentalement et psychologiquement les choses n'ont d'importance que si on leur en donne, de concrétisation et de matérialisation que

si la volonté s'en mêle. La manière dont on perçoit la réalité par les effets du matricage éducatif et culturel, du formatage mental et moral, du conditionnement comportemental, informationnel et idéologique quotidien (via notamment les « media mainstream »), est décisive pour accorder de l'importance ou non, de la relativité ou non, aux faits d'actualité et aux phénomènes liés à la vie sociale et collective. C'est la raison pour laquelle, l'esprit de démocratie doit éviter « l'infestation » dans le cerveau du futur citoyen lambda (donc dès le plus jeune âge) de dénis publics, de mensonges assumés, de remises en cause sans preuve, de mythes historiques relevant d'affirmations fallacieuses ou fantaisistes..., altérant à la source du cognitif la compréhension, la perception, la conscientisation par une... :

- . Différenciation sociologique par le sexe et le genre, la couleur de peau, l'origine de naissance, l'anatomie, le type d'intelligence, le lieu de vie...
- . Éducation culturelle (officielle et familiale) orientée 2D (Hashtag [#15](#)) avec une morale et une vision manichéiste, la nécessité du rapport de force et de dominance, la discrimination et la sélectivité comme moyen de s'imposer soi-même...
- . Opposition systématique, intolérance face aux autres cultures, idéaux, modes de vie, en s'appuyant uniquement sur une vision focale étroite de la réalité.
- . Adhésion monocentrée sur les principes, idéaux, dogmes, provenant de tel ou tel régime politique ou sectarisme, telle idéologie ou religion, limitant l'exercice du véritable libre arbitre.
- . Médiatisation de masse productrice de désinformation, de détournement de la réalité, de travestissement des faits, de centration anormale de la réalité du monde...
- . Soumission inconditionnelle à la hiérarchisation verticalisée, à l'autoritarisme statutaire, au dirigisme rigide par le pouvoir, aux contraintes conservatrices issues d'un passé révolu ou décalé des attentes du présent...
- . Prédestination sociale animée de fatalisme à devoir supporter la normalité de différentiels de pouvoir d'achat, de niveau de vie, de bien-être, de limitation des droits et libertés.

Revoir la notion d'égalitarisme dans la condition citoyenne et la démocratie ?

L'égalitarisme en démocratie n'est pas seulement dans le rapport à la loi, à l'autorité, au civisme, aux usages imposés, mais doit s'appliquer également dans l'ensemble du spectre des activités humaines et sociales. Le problème numéro 1 de la démocratie, et de loin, est la prise de pouvoir permanente ou directive par des minorités influentes d'acteurs (politique, religion, économie, média, sécurité, association, organisation...) imposant leurs règles et visions au plus grand nombre. Ce simple constat prouve combien l'égalité citoyenne en démocratie (et ailleurs) est une parfaite illusion, un mensonge sociétal bien plus que d'État. Bien d'autres constats le prouvent (Hashtags [#6](#), [#10](#)), faisant que tant que les modèles républicains modernes de démocratie s'en inspirent le faux côtoie constamment le mauvais. La véritable égalité en démocratie nécessite de pouvoir marcher sur les « **2 jambes à la fois** » en associant à parité gouvernance et citoyen, droits et devoirs équilibrés, bienveillance et fermeté, prévention et astreinte, solidarité et autonomisation, récompense et sanction... Elle doit inclure en plus un « **3^e œil** » (vision-perception globale, voir loin, vigilance) sur les conséquences et les effets induits de chaque acte et décision, sur la bonne direction à prendre, sur le sens

existentiel à privilégier. Ce troisième aspect en matière d'égalité démocratique est déterminant puisque c'est lui qui permet non seulement de rester droit, stable, juste et équilibré sur ses 2 jambes dans les usages, décisions et engagements pris, mais qui permet d'avancer avec confiance en soi et motivation collective, d'anticiper de manière lucide, d'agir de manière fiable, aussi bien dans l'inconnu et l'avenir que dans l'adversité du présent. Il est essentiel pour cela de vitaliser la motivation individuelle, le volontarisme engagé, le discernement éclairé, de rechercher et produire de la bonne information, de respecter l'intégrité physique, morale et mentale de tous et de chacun.

Ces conditions liminaires dépassent de loin la simple notion d'égalité entre les hommes, surtout lorsque celle-ci repose principalement sur des dogmes manichéistes, sur une indifférenciation administrative, sur un lissage comportemental, sur une aseptisation sociale par la contrainte, la force et la loi. À l'inverse, c'est en les associant intelligemment que se légitime l'idéal, l'esprit et la véritable pratique en démocratie. Aussi, la **première partie de l'équation** démocratique doit obligatoirement reposer sur des fondations culturelles universelles, des valeurs morales et mentales assainies, qui soient toutes régies par des principes évolutionnaires simples et efficaces.

Marcher sur les 2 jambes à la fois + 3^e œil
↓ ↓
positif d'abord + fermeté en réaction + vision claire + motivation + discernement

La seconde partie de l'équation à prendre en considération en démocratie est le parfait opposé du lissage comportemental égalitariste. Elle doit intégrer le rapport naturel et pulsionnel entre la nécessité de sociabilité, de tolérance et de bienveillance dans la vie collective et, l'animalité naturelle endogène à l'homme et à la femme. Cela suppose d'accepter derrière les attitudes normalisées de bienséance, politesse, mesure et savoir-vivre, une part réactive de conflit, d'écarts comportementaux non sages ni vertueux, d'instinct de violence légitime, provenant de la biochimie du cerveau, des fonctions et besoins biologiques. On ne peut pas gommer, éliminer, interdire d'un trait de loi les pulsions naturelles sans créer en retour du refoulement, de la frustration, de l'insatisfaction chronique, du mécontentement, un mal-être permanent. Il est donc nécessaire de réorienter l'agressivité structurelle présente en chaque être humain en lui apportant, à chaque fois, une réponse transactionnelle, des compensations, des contreparties d'égale importance. L'équilibrage permanent entre contrainte et contrepartie est une nécessité vitale en démocratie afin de sortir du moule manichéiste penchant d'un côté ou de l'autre. Lorsque la démocratie penche trop du côté de la contrainte (loi, sécurité, aseptisation des usages par la normalisation, désinformation...), elle génère automatiquement son contraire, à savoir des pulsions et tensions négatives (émotion, opposition, colère, rébellion, violence...). Lorsqu'elle penche trop du côté de la mollesse, elle induit toutes les formes de retour aux instincts primaires de peur, de prudence, d'inaction, de passivité émoullente (amollissement des postures, lâcheté, laisser-faire, non prise de position...). Cela suppose d'accepter avec lucidité (mais vigilance et anticipation) la coexistence de contraires au sein même de l'idéal démocratique. C'est même une condition sine qua non que de rester constamment sur « ses 2 jambes » et d'appliquer « le 3^e œil ». En d'autres termes, si la violence légale est justifiée en termes de réponse proportionnée, la violence légitime l'est également sous condition de réciprocité adaptée. L'approche démocratique suppose toutefois que la violence légitime provenant de l'individu ne s'applique que dans un cadre

conscientisé et prédéterminé. Un cadre qui repose au départ sur la tolérance, voire la bienveillance, mais aussi en cas de récurrence ou d'attaque frontale, le recours ferme à la méthode 1.2.3 (Hashtag #25) ou à une réponse légale selon les situations d'urgence ou non. En ce sens, la démocratie doit être autant de nature légaliste que de nature légitime, autant ferme que bienveillante, autant tolérante qu'adepte du principe de réciprocité proportionnée. Sans l'équilibrage permanent de cette balance démocratique, toute référence à la démocratie devient « démocratocide » en devenant soit autoritaire, rigide, dirigiste ou fille facile à la fois indigne, immorale, molle, versatile, inconsistante. Il est donc nécessaire de pouvoir s'appuyer en permanence sur la seconde relation suivante :

Tolérance, bienveillance initiale + méthode 1.2.3



Violence légale et/ou légitime



Réciprocité proportionnée + fermeté

Démocratie, le meilleur des modèles politiques et sociaux avant tous les autres

Bien appliquée, la démocratie est de loin la meilleure façon d'aborder la citoyenneté en mode collectif, de respecter l'intégrité physique, morale et intellectuelle de chaque individu, de faire progresser l'humanité vers le haut de ses potentiels et capacités en tant qu'espèce supérieure du vivant. C'est également le cadre idéal pour pouvoir appliquer soi-même des valeurs fortes, durables, enrichissantes, solidaires, permettant d'atteindre un relatif bien-être intime et collectif. Mal appliquée (excès de lois et de régulation normative, État de droit dirigiste et répressif, libéralisme débridé...), la démocratie devient vite la source de tous les grands maux sociétaux connus. Derrière la justification politique du traitement incessant des causes factuelles et conjoncturelles jugées déviantes ou hors normes, elle atrophie à la fois la source du comportement humain et crée les conditions du dérèglement du moteur social et économique. Elle produit sans vraiment le vouloir des effets souvent bien pires que ceux observés dans la plupart des modèles basiques fondés sur l'autocratie, le communisme, le totalitarisme, le despotisme, la royauté, le féodalisme, le tribalisme... C'est la raison pour laquelle, chaque citoyen sain de corps et d'esprit doit constamment se battre face à la détérioration des idéaux démocratiques, résister avec courage contre toute forme d'injustice, affirmer son autonomisation et libre arbitre à l'encontre des tentatives de soumission et de domination, donner de son temps et de son énergie, voire sa vie si nécessaire, pour les autres, ses proches, les générations à venir, bien plus que pour la seule défense du gouvernement ou régime politique en place (nationalisme, chauvinisme, patriotisme fasciste ou radical...). Il s'agit également d'éviter une « mauvaise » sédimentation sociale à grande échelle reposant sur le neutralisme peureux et prudentiel, sur des postures de badauds passifs et suiveurs, sur l'usage médiatique d'un verbe illusoire, idéologisé ou d'opposition destiné à vendre la virtualité d'autre chose. En un mot, la référence à la démocratie doit éviter de tomber dans le piège de l'autojustification d'elle-même, de ses moindres faits et gestes, sous prétexte de droits et de libertés.

Le pire est atteint dans une nation dite démocratique lorsque ses principaux

acteurs décisionnaires, gouvernants et cortège de serviteurs d'État deviennent objectivement malsains (affaires, mensonge, déloyauté, contre-vérité, malhonnêteté intellectuelle, focalisation mentale paranoïde, rigorisme intolérant, répression avant prévention...), non pour défendre leur propre régime ou parti politique, mais en ne se souciant nullement des effets toxiques sur leur population, l'image et l'avenir de leur pays. Ainsi, lorsque l'on assiste encore au début du XXI^e siècle au spectacle donné par plusieurs grands dirigeants de grands pays ([Poutine et son régime](#), [Trump et les trumpistes](#), [Xi Jinping](#), [Loukachenko](#), [Kim Jon-un](#), [Erdogan](#), [Bachar al-Assad](#), [Ayatollahs et Mollahs intégristes d'Iran](#), [Corée du Nord](#), [dirigeants et dictateurs corrompus en Afrique](#), [Eurasie Amérique Latine et du Sud...](#)) on est consterné devant la petitesse de ces hommes à la grande capacité de nuisance. Le spectacle donné par une poignée d'individus « mal œuvrant » au destin collectif et/ou privilégiant leurs propres intérêts ne doit pas s'associer aux fondamentaux sacrés de la démocratie (et de la République), même si des majorités de citoyens mal informés, conditionnés ou peu discernés, l'ont décidé ainsi par leur vote du moment. La règle à appliquer est alors simple et consiste en l'application d'une pure réciprocité différée, ou à tel moment opportun, en se défaisant de tout ce qui a été fait par le « démocratocide » en jetant son « œuvre », voire son nom, dans la grande poubelle de l'histoire. Faire payer par **l'oubli** celui ou celle qui manipule et maltraite la démocratie (et le lui rappeler régulièrement) est sans doute la sanction la plus forte qui soit, bien avant la critique, l'amende, la prison ou la mort.

En attendant, il convient d'éviter, chacun à sa manière, que la démocratie soit phagocytée de l'intérieur du fait d'ultras conservateurs, d'usages liberticides normalisés et/ou par des pratiques systémiques et étatiques détournées pourtant chargées de la défendre. La défense citoyenne parallèle à la défense civile doit veiller à ce que les acquis démocratiques ne soient pas réduits, dénaturés, malmenés, accommodés à toutes les sauces et/ou selon la volonté des influents, décisionnaires et autres acteurs malsains de terrain. Dès lors, le problème en démocratie (la vraie) n'est pas et ne sera jamais la crédibilité et la confiance en faveur de ses principes actifs et valeurs évolutionnaires, mais dans la manière dont les hommes les utilisent, gouvernent et agissent en son sein. C'est la raison pour laquelle chaque « cellule » de démocratie doit pouvoir s'exprimer à son échelle : individu et vie privée, sociale, professionnelle ; citoyen et vie civique, politique ; couple et vie en ménage ; famille et vie parentale ; groupe primaire, secondaire et vie collective ; collectivité, organisation et vie communautaire, nationale, fédérale... Il suffit que l'individu, le citoyen et la citoyenne lambda décident par eux-mêmes d'appliquer les **34 valeurs évolutionnaires** dans leur vie quotidienne ([Hastag #14](#)) pour que l'horizon s'illumine de nouveau. Si les citoyens systémisés (élus, fonctionnaires, agents des forces de l'ordre, technocrates) font de même et pratiquent les **principes actifs de l'assertivité** ([Hastag #28](#)), alors c'est tout le ciel sociétal qui peut redevenir bleu rapidement sur chaque territoire concerné.

Les 20 principaux mythes de la démocratie

L'histoire de l'humanité pullule de faits historiques qui, partant d'une bonne intention de départ (mais pas toujours), finissent par jouer contre les intérêts des peuples, des régimes et des pays concernés. Que la démocratie soit traitée de manière dure et implacable, aveuglée par l'ordre, le pouvoir, l'idéologie, ou en se montrant plus laxiste, indulgente, faible en détournant le regard, elle alimente tout un ensemble de croyances dans l'idée de liberté, de droits et capacités d'agir,

d'imposition de soi et d'égoïsme, de statut social supérieur aux autres. Autant de croyances qui sont de véritables portes d'entrée grandes ouvertes aussi bien par l'éducation, la politique, la religion, la culture, l'économie, la finance, la sécurité, les technologies, l'IA... Des failles sociétales qui favorisent un entrisme propice à toutes les formes d'extrémisme, de radicalité, d'intégration d'individus porteurs de malice aussi bien dans les pouvoirs publics, l'administration, que les entités et organisations de la société civile. Les erreurs classiques en démocratie sont légions à partir de l'interprétation faite pour chacun des 20 principaux mythes modernes conduisant au final **à croire que...** :

- . **La liberté et les droits pour tous** : ... l'on peut tout faire, que tout est permis dans la sphère privée et sociale à partir du moment où l'on devient majeur et citoyen reconnu, que l'individu depuis l'enfance bénéficie de droits identiques à tous le protégeant de l'excès des autres, de l'État, des systèmes en place.
- . **L' élu est un bon référent du peuple** : ... la parole de l' élu est forcément crédible et son jugement fiable parce que celui-ci est issu du vote entonnoir majoritaire et qu'il porte des attributs officiels et solennels.
- . **Le chef est incontournable** : ... la hiérarchie verticalisée est nécessaire et même un incontournable pour diriger, commander, prendre les décisions pour tous, assurer l'ordre tout en justifiant des différentiels de traitement, de statut et de rémunération.
- . **Être dominant comme maître du jeu** : ... l'imposition de soi par le rôle, le statut, la « gueule », l'intelligence ou la force est gage de supériorité de l'homme sur l'homme, de l'homme sur la femme, de la femme sur l'homme, de l'homme ou de la femme sur l'environnement.
- . **Irréductible accro et adepte de l'argent-roi** : ... réussir dans la vie, c'est gagner beaucoup d'argent jusqu'à vendre son âme, se comporter en prédateur ou maléfique, considérant que la fin justifie les moyens.
- . **Se comporter en client-roi** : ... l'adoption d'une posture exigeante, critique ou râleuse permet d'équilibrer et/ou de s'imposer dans la relation avec les acteurs de l'Offre en inversant le recours au 2D basique et dominant.
- . **L'Offre miroir aux alouettes** : ... les promesses politiques, annonces commerciales, offres alléchantes du marketing, améliorent la qualité de vie, relèvent d'un choix librement consenti, font avancer les choses.
- . **La connaissance rend libre** : ... la culture officielle sous contrôle des majors de l'édition, des chaînes de radio et TV, apporte une nourriture cognitive saine et favorable à l'adultisme comme à l'élévation de la conscience humaine et jamais le contraire (infantilisation, dramatisation, conditionnement, désinformation...).
- . **La liberté d'expression garantie** : ... tout peut se dire, s'écrire, se diffuser, alors que presque tout depuis la source jusqu'au message est placé sous contrôle, acceptation préalable, médiation, autocensure, censure, voire interdiction sur l'essentiel.
- . **L'information officielle contribue à la vérité** : ... les grands médias et les réseaux sociaux sont des contributeurs informationnels essentiels en matière d'objectivité et neutralité, évitant ainsi la propagation du mensonge, de la fausseté ou de la contre-culture pouvant influencer négativement le mental du citoyen lambda.
- . **La loi, sanctuaire du modèle républicain (ou monarchique)** : ... la justice est intouchable par principe et la loi règle tout, même si celles-ci sont administrées, lentes, interprétables, sensibles aux pressions d'en haut et de l'opinion publique.
- . **L'ordre est un gage de sécurité** : ... les agents, acteurs et anges-gardiens agissant dans les services publics sont tous des sauveurs et alliés du citoyen, prêts à donner leur vie pour la collectivité, avant d'être des fonctionnaires

rémunérés respectant d'abord et avant tout les ordres, les règles et les procédures en place.

- . **L'État providence protecteur du citoyen** : ... l'assistance et la solidarité en matière sociale n'ont que des avantages et pas d'inconvénients si l'on excepte une forte fiscalité, la division en classes sociales, la présence de critères sélectifs, voire discriminants, ainsi que des contraintes diverses éloignées de la bienveillance...
- . **L'écologie salvatrice** : ... le « vert » sous toutes ses formes (solaire, éolien, hydrogène...) est forcément bon pour la nature, même si les puissances de l'argent, de la politique, des industries, investissent d'abord et prioritairement dans des projets et complexes obligatoirement rentables.
- . **La compétition est bonne pour la croissance** : ... la concurrence effrénée pour être le meilleur ou le premier dans les résultats financiers et économiques est la seule vraie finalité soutenable, même si cela dénature l'environnement, épuise les ressources, engendre la pauvreté ici et la richesse là.
- . **Préparer la guerre pour avoir la paix** : ... guerre et paix sont indissociables en tant que dualité fondamentalement normale entre sociétés différentes, comme si la fatalité de la confrontation était éternelle avec, d'un côté, ceux qui tirent le présent vers le bas (malheur, mort, souffrance, humiliation...) et ceux qui le tirent vers le haut (bâtitteur, entrepreneur, altruiste...) nonobstant la présence nécessaire d'autres moyens d'éviter l'ignominie de la guerre comme la dissuasion par la volonté et la fermeté du recours à la violence légitime si nécessaire, au nucléaire, à la réciprocité proportionnée immédiate, à la sanction internationale, au compromis intelligent donnant-donnant ou gagnant-gagnant...
- . **L'avenir est forcément dans l'usage de l'IA** : ... la technologie dans tous ses états est le présent prolifique et l'avenir libérateur de l'humanité, justifiant le recours massif et à grande échelle des machines, de la surveillance de masse, des chiffres, des statistiques, des algorithmes, sachant que le « bien » initial apporté par le progrès est souvent remplacé rapidement par le « mal » des pratiques toxiques, insidieuses, cyniques du pouvoir, ainsi que par le fait de la bêtise humaine, de la vénalité structurelle du business et de la finance, échappant ainsi aux objectifs positifs de leurs créateurs.
- . **Le bien-être un enjeu de santé publique** : ... la protection de la vie est un enjeu essentiellement humaniste, altruiste, généreux, avant d'être un triple enjeu politique, démographique et surtout business financier et économique à la fois industriel, consumériste, pharmaceutique.
- . **L'ascenseur social par le diplôme** : ... passer par le moule académique grandit l'homme, son image, son statut, sous condition d'adopter d'abord les normes et standards de pensée, de comportement, de décision, dans la parfaite conformité de ce qui est appris et provient des officiels du système.
- . **La notoriété comme Graal social** : ... être vu, entendu, reconnu, être sollicité, cité, interviewé dans les médias, est une fin en soi permettant de sortir du lot par la vanité, l'égoïsme, le paraître, en se croyant ainsi momentanément supérieur et/ou plus important que les autres.

Tous ces mythes alimentent une fausse idée de la démocratie et contribuent à en galvauder les idéaux et l'esprit fondateur, jusqu'à l'inversion et la régression totale.

Lutter contre l'ignorance, les compromis, les tromperies permanentes

Le problème des démocraties modernes est que la plupart d'entre elles souffrent d'atteintes cancéreuses attaquant et minant leurs piliers et bastions fondateurs de la démocratie (corruption, vénalité, désinformation, manipulation des masses...). Dans certains pays, les tumeurs bénignes et malignes sont nombreuses en se répartissant sur l'ensemble du spectre des activités sociétales. Elles affectent directement un grand nombre de citoyens qui fondent leurs prises de position, opinions, certitudes, décisions et réponses comportementales sur des vérités et des réalités alternatives. Pour eux, il n'existe plus une seule vérité, mais plusieurs selon le type de matricage culturel et/ou scientifique de base (religion, idéologie, académisme, empirisme, morale...) lequel est souvent renforcé par le formatage informationnel au quotidien (média, économie alimentaire, routines professionnelles, milieu familial, social, collectif...). Tout cela brouille l'idée même de démocratie au sein de chaque cerveau humain. Les artificialités provenant de l'Offre sociétale du moment (du pouvoir politique, économique, financier, académique, médiatique, sécuritaire, des interactions constantes du marketing, de la communication, des études, des affirmations d'experts et spécialistes, des technologies et de l'IA...) amplifient les tendances malsaines au cynisme, au mensonge, à la perversité, à la déformation constante de la réalité et de la vérité. Tout cela pour protéger et/ou servir les pouvoirs en place, les intérêts économiques, financiers et/ou idéologiques dominants, contre la transparence attendue par tous.

Lorsque certains franchissent allègrement les lignes rouges de l'honnêteté intellectuelle, de l'intégrité morale, il en résulte un noyautage permanent et vicieux de l'esprit de démocratie (idéaux, principes, valeurs...) et des vérités attenantes. Par vérité, il faut entendre l'accès au cœur de vérité (au sens de l'essence de tout), au noyau dur des faits, au point de conscience essentialisant du savoir. Par la multiplicité des intervenants aux logiques et intérêts divergents, la réalité démocratique comme l'accès à la vérité sont devenus complexes, embrouillés, freinés, empêchés, délibérément trompés et/ou aveuglés par une myriade de contre-informations, de pistes détournées à suivre, de doutes insinués, de stratagèmes perfides. Aussi, dans la lignée des 2 ouvrages monthomiens ([Carrés Monthomiens – La boussole de la pensée humaine](#) – 2014 ; [666 Lois, Pensées & Principes Monthomiens](#) – 2017), il est important d'exercer une **vigilance** constante sur ce qui est diffusé de manière médiatique, un **discernement** permanent sur tout raisonnement affirmé de manière officielle, péremptoire ou académique, une **autonomie décisionnelle** forte sur ce qui est proposé, sollicité, imposé.

L'ignorance où les chemins détournés de la vérité

Tout doit être fait pour sortir de l'altération démocratique permanente, de l'ignorance organisée, des stratégies de contournement de la vérité fondées sur la tromperie, l'illusion, la croyance, la diversion, les impostures intellectuelles, les réalités et vérités alternatives trompeuses. L'intelligence humaine est sans limites en ce domaine, surtout lorsque la perversité s'en mêle pour créer des biais cognitifs, piéger la raison, produire des rumeurs et contre-rumeurs, inséminer des arguments-virus capables de générer des dissonances cognitives. Il est assez facile de perturber le jugement en utilisant la science non pas fondamentale, mais la science utilisée et appliquée dans l'industrie ou encore la rhétorique, l'éloquence, la philosophie, voire le bon sens populaire. Il est assez facile de remettre en cause les certitudes, créer le doute et plus subtil encore, faire croire

que l'on est d'accord avec le ou les récepteurs, qu'il existe un consensus dans le principal de l'échange, dans les positions prises, en allant dans le sens de l'opinion publique, tout en introduisant de temps en temps l'air de rien, un mot, une allusion, une remarque glissée de manière anodine, dont l'objectif est d'importer un petit virus cognitif destiné à résonner ensuite dans l'esprit sous forme de questionnement, d'hésitation à choisir son camp ou condamner. C'est le cas notamment avec toutes les contre-informations détaillées, la démonstration d'aspects positifs (pas de problème en ce qui nous concerne) ou négatifs (dramatisation des conséquences, constats orientés via l'image truquée ou non). La plus perfide des méthodes en démocratie pour créer et entretenir l'ignorance concerne les études scientifiques documentées par des spécialistes réputés, afin de contredire des accusations, des faits objectifs dans les effets de tels ou tels produits jugés nocifs ou dangereux pour la santé (cigarette, alcool, médicament, amiante, phytosanitaire, vaccin, émission polluante, microplastique...). La stratégie mise en place consiste à contrer la critique en montrant d'autres avantages ou effets utiles, en déplaçant le problème ailleurs, en faisant diversion par les chiffres et les références officielles.

Il devient alors difficile dans un tel brouillard d'informations contradictoires de savoir où se situe le centre de gravité de la véritable vérité scientifique, culturelle, idéologique, religieuse, alimentaire, technologique... Il s'agit-là d'un mal démocratique endémique proportionnel aux enjeux politiques, d'image et/ou économiques sous-jacents. L'influence ou la prise de contrôle mental des populations par les relais médiatiques au sens large est devenue le grand enjeu des gouvernances modernes en s'avérant bien plus sophistiquée et subtile que le simple mensonge, le contrôle par la peur, la menace et la terreur, l'emprisonnement ou la déportation, le génocide ou l'élimination systémique, le viol systématique ou la natalité forcée à grande échelle. Il en résulte différentes formes de détournement de la réalité prenant appui sur de nouvelles croyances et lois sociologiques en substitution de celles plus classiques provenant de la religion et ses rituels, des grandes idéologies politiques partisans, des mythes traditionnels et historiques. Le contournement de la vérité comme le détournement des pratiques démocratiques concerne majoritairement... :

. **Le détournement de la rigueur structurelle de la science** par des études scientifiques contradictoires produites par des entités et/ou des « experts » liés, payés ou retournés par les grands groupes industriels ou en collaboration active avec les pouvoirs publics.

. **Le détournement de la réalité** par les partis politiques, le wokisme politisé, les théories du complot, le filtre aseptisant du politiquement correct, la propagande d'État, attisé en sous-main par des politiciens populistes, clientélistes, extrémistes ou d'opposition radicale, dans des cocktails sophistiqués mélangeant la raison objective avec des parties de vérité, des mensonges assumés, des erreurs factuelles volontaires ou non, des opinions personnelles, des émotions hyper subjectives.

. **Le détournement de l'information et de l'actualité** par des formats médiatiques (dans les grands médias presse, TV, radio) principalement associés aux volontés des fondateurs et actionnaires, à la ligne éditoriale consécutive, au taux d'audience, aux publicités, à l'autocensure collective dans les rédactions, ainsi qu'à partir d'une répétition en boucle des mêmes communiqués de presse et infos prétraitées provenant des agences de presse. Il s'ensuit généralement des éclairages ciblés, sélectifs, en dehors de tout 360°, à partir de sujets jugés porteurs ou vendeurs sur le moment parmi 1000 autres possibles (donc en créant de formidables zones d'ombre par ailleurs).

Le compromis est souvent générateur de médiocrité

Aux détournements de la vérité et des pratiques démocratiques s'ajoutent des usages systémiques formant des lois non écrites dans la gestion des relations, dans les décisions prises et dans les actions menées collectivement. La problématique n'est pas tant au niveau individuel que collectif, même si l'intelligence collective, donc cumulative, semble plus pertinente, sans que cela soit toujours vérifié historiquement. L'histoire montre qu'un grand nombre d'avancées universelles ont été le fait, au départ, d'un seul homme ou d'une seule femme libre d'agir, penser, décider, réaliser et non d'une dynamique de groupe encadrée, soumise à des règles dirigées, à des pressions internes et externes. Dans la plupart des débats, négociations, réunions, ententes au niveau collectif (notamment entre positions différentes ou opposées), on observe la production quasi systématique d'une altération du résultat final obtenu lequel est souvent vidé de sens par rapport aux idéaux premiers et/ou la volonté initiale. La dépense d'énergie, de temps et d'argent est telle que l'on peut se demander à quoi servent de telles réunions, négociations et dialogues sociaux, lorsqu'au final on accouche de réformettes, de petits pas, de retours en arrière, de compromis déséquilibrés ou que l'on tourne carrément en rond sans vraiment avancer. C'est le cas notamment lorsque se concentrent beaucoup de personnes intelligentes et qualifiées parmi les intervenants et acteurs au sein des gouvernances, des pouvoirs publics, des entités parlementaires, des grandes organisations patronales et syndicales, des commissions dédiées, mais très peu de personnes à la hauteur des grands enjeux démocratiques. Entre les ambitieux qui font de la politique en interne pour se faire mousser ou justifier leur job, ceux qui font du lobbying et défendent des intérêts économiques et financiers, ceux qui font de la résistance politique ou idéologique de principe, ceux qui ne veulent pas avancer sur les sujets réformistes par peur de perdre un pouvoir quelconque, les freins, reculades, pas de côté, refus et concessions unilatérales sont permanents. Il en résulte alors des compromis dont tout le monde semble se satisfaire à la place de rien, des accommodements et petits arrangements dans l'Entre-soi, des arbitrages intellectuellement satisfaisants, mais dont la finalité aseptise toujours un peu plus la vitalité démocratique au profit des systèmes dominants et/ou retarde des échéances humaines et sociétales nécessaires.

La question est donc de savoir si le moteur de la démocratie doit être de déléguer aux élus et mandataires l'instauration de compromis permanents (lois, mesures, normes, procédures...) en tant qu'inhibiteurs de dynamique individuelle et collective, ou favoriser à la source du mental des citoyens adultisés une autorégulation loyale, autodisciplinée, responsable et parfaitement conscientisée de ses propres actes ? Tout ce qui est intermédiaire ressort forcément de la médiocratisation, donc de l'altération de l'idée de démocratie. C'est la raison pour laquelle le citoyen doit être informé clairement et régulièrement en toute transparence, des positions prises par ses délégataires afin de pouvoir remettre en cause, y compris à mi-mandat, leurs rôles et mandats. En cas de blocage ou d'abus de position personnelle ou partisane non souhaitée, il s'agit alors de passer à un autre niveau de décision qui ne soit plus technocratique, systémique ou étatique, mais purement citoyen. La collectivité des citoyens dans sa grande répartition géographique et démographique doit alors pouvoir donner directement son avis en passant outre les institutions en place. Finis les comités, les commissions, les conventions participatives ou non, le recours présidentiel, seul le

recours collectif massif des citoyens à un vote numérique nominal doit trancher d'une manière ou d'une autre. À charge pour les élus et entités précédemment mandatés de les mettre en place. Par principe démocratique sain, il vaut mieux un Non provisoire massif qu'un compromis insatisfaisant pour tous. L'illusion d'avancer ne doit plus être la lumière artificielle qui guide le destin des peuples vers « on ne sait où », « on ne sait comment ». La clarté, l'assainissement, la transparence, doivent redevenir les fondamentaux sacrés de toute démocratie moderne avancée (néodémocratie).

10 lois sociologiques pernicieuses dans la vie démocratique moderne

La démocratie est constamment attaquée de toute part. Aussi, le devoir de vigilance en matière de démocratie moderne dans la société civile ne doit pas seulement s'appliquer au monde économique, politique et technocratique, mais à l'ensemble des comportements relevant de 10 lois sociologiques décisives sur le présent et le devenir de la démocratie :

1. **Loi du compromis** : Accepter par lassitude la position d'autrui, celle de la partie d'en face, en considérant qu'un modus vivendi vaut mieux que rien du tout, qu'« un tiens vaut mieux que deux tu l'auras » ou encore qu'il vaut mieux « ne pas trancher pour durer », amène forcément quelque part à renoncer à ses propres objectifs, à tirer un trait sur des changements nécessaires, à renier un peu ses idéaux. Le compromis, même avec des contreparties négociées, représente toujours une demi-mesure altérant l'idéal d'une situation. Aussi, lorsque la démocratie autorise et justifie toute forme d'altération de l'existant sous prétexte de garantir les droits de chacun, elle se réduit d'elle-même, se contracte un peu plus à chaque fois, macule sa pureté initiale, dès lors que l'un prend le dessus sur l'autre. Le compromis « démocratique » résulte ainsi le plus souvent d'une incapacité à s'engager sainement dans la recherche d'un accord juste et positif sous forme de négociation assertive ou partenariale d'égal à égal, de donnant-donnant adultisé, de gagnant-gagnant pour chacun et pour tous. Il en résulte que toute autre forme d'arrangement devient forcément une frustration en puissance, un échec à retardement, un acte manqué. En d'autres termes, la meilleure façon de négocier et de coopérer est de ne pas négocier du tout, en créant dès le départ chez les uns et les autres les bonnes conditions de réflexion, de prestation, de coopération, d'application.

2. **Loi de l'empêchement** : Laisser tomber les prétentions initiales, lâcher du lest dans les propositions, du fait de l'intermédiation, de l'interposition d'intervenants tiers (expert, avocat, juriste, politicien, militant, consultant...) dont la mission principale consiste à « jouer le béton », à freiner juridiquement ou financièrement le processus, à contenir les initiatives, les projets, les volontés de réglementation ou de changement, comme à démentir ou discréditer une partie de l'existant par tout stratagème, raisonnement, objection, argument, mauvaise foi, de nature à créer le doute, la critique hostile, à créer des diversions, à élaborer des pièges et/ou à produire des contre-propositions beaucoup moins favorables pour la partie d'en face... L'empêchement « démocratique » est presque toujours la preuve d'une mentalité relativement malsaine et/ou foncièrement inaboutie, qui ne voit ni le partage équitable et oblatif, ni l'avenir constructif ou positif, ni la fluidification des relations, mais un présent égoïste, refermé et focalisé sur lui-même. En ce sens, il déprime et appauvrit l'idée même d'une pratique démocratique ouverte, tolérante et dynamique.

3. **Symptôme de la défection mentale** : Dire non par principe ou par automatisme en refusant de s'engager sur des sentiers inconnus, en ne voulant pas faire d'effort supplémentaire, en n'acceptant pas les propositions d'autrui, en ne comprenant pas la finalité du projet. Cela se traduit par le non-engagement, la non-volonté de réforme, la décision de lâcher l'affaire, dès lors que cela devient trop compliqué ou difficile en revenant sur sa position de départ, sur ses convictions initiales. La défection « démocratique » est souvent liée à la peur, au stress, à la prise de responsabilité, au risque de s'exposer plus avant. Elle se caractérise le plus souvent par une prudence excessive, un recours spontané au principe de précaution tout en se manifestant physiquement par des postures fermées et de repli sur soi, des mimiques faciales facilement interprétables, des silences pesants, beaucoup de non.

4. **Stratégie de l'ignorance** : Considérer que la permanence de l'ignorance dans le grand public, comme ailleurs, est la meilleure façon de protéger les intérêts conservateurs et/ou dominants en place. Il s'agit dès lors de ne pas diffuser ce qui est contraire ou disruptif par rapport à l'ordre établi et/ou pouvant modifier les grands équilibres et pouvoirs en place. La méthode la plus courante consiste à émettre en grand nombre de contre-mesures informationnelles via des médias complices, publier des ouvrages politiquement corrects ou sans danger pour les pouvoirs en place, transmettre des connaissances académiques bien rodées, des articles, enquêtes et études scientifiques non contagieuses ou de nature à modifier le sens de l'opinion publique. C'est aussi recourir à des narratifs de spécialistes ralliés à la cause, propager des communications relativement aseptisées par des experts reconnus, éblouir momentanément l'esprit par des chocs émotionnels ou visuels. C'est également détourner l'attention sur d'autres sujets, créer le doute sur ce qui a été dit ou écrit par d'autres, passer sous silence l'origine réelle des faits, tout cela sans vraiment mentir ni sans vraiment dire la vérité pleine et entière. La diversion, l'information tronquée, les zones d'ombre, la désinformation vidéo et numérique, la substitution de la réalité par les technologies utilisant l'IA, sont autant de moyens pour créer et entretenir un brouillard cognitif, une désorientation cognitive. Le manque de transparence sur l'essentiel associé à une fausse transparence sur le secondaire et l'accessoire sont clairement destinés à manipuler l'opinion publique, à ne pas permettre une prise de position vraiment clarifiée et objectivée. La diffusion de l'ignorance « démocratique » relève toujours d'une stratégie amont cynique consistant à ne rien contester frontalement, à tourner sans cesse autour du pot, à orienter le débat sur des faits secondaires, à désigner d'autres causes et/ou conséquences, à voir les problèmes sous certains angles plus favorables (ou défavorables), tout en laissant volontairement de nombreux points aveugles afin de freiner et retarder le niveau conscientiel des peuples.

5. **Loi de l'imposture intellectuelle** : Dans la lignée de la stratégie de l'ignorance, mais aussi à des fins de propagande, de manipulation des masses, de défense d'intérêts personnels, politiques, nationaux, économiques ou d'image, les techniques utilisées pour berner l'intelligence humaine sont très nombreuses depuis toujours. On constate même que l'homme a plus de facilité intellectuelle pour mentir, tromper, berner, ruser, pigeonner, tricher, arnaquer, embobiner, bluffer, dissimuler, copier, démolir, manipuler..., que pour dire la vérité, s'affirmer courageusement, tenir bon face à l'adversité, créer, inventer, concevoir, bâtir, produire de la valeur ajoutée... Il en ressort une nette tendance à parer et fuir tout ce qui ne lui convient pas en utilisant les arguties du raisonnement, la puissance évocatrice des mots, le jeu des sentiments et émotions, mais aussi la

dénégation virile, le fait de nier avec vigueur les évidences, la réfutation des faits réels en regardant droit dans les yeux, le mensonge ou la falsification des faits en se montrant convainquant, en inventant des scénarii inventés, en élaborant des contrevérités ayant un sens logique. L'imposture « démocratique » considère que tant que la preuve n'est pas démontrée, l'individu reste protégé par la sémantique des mots utilisés comme par le système judiciaire lui-même.

6. Postulat de l’empreinte médiatique : La dictature de l’actualité diffusée à haute dose journalière par tous les grands médias transforme l’apport nécessaire d’informations propices à une saine vie mentale et intellectuelle, en surdosage neurocognitif à tendance pathologique (stress, anxiété, doute, peur, euphorie, dépression...). Ainsi, plus on affirme haut et fort de manière redondante un fait, un avis, une opinion, une position, une certitude et plus ceux-ci prennent de l’importance, résonnent immédiatement dans l’esprit humain, voire laisse des traces dans le subconscient mémoriel. Ce phénomène est d’autant plus prégnant que l’esprit est constamment irradié d’informations multiples, faisant que le traitement par la raison devient problématique du fait de la ligne de crête ténue séparant la vérité (vraie et bonne information) de la non-vérité (erreur, désinformation, mensonge, fake news...). La libre expression « démocratique » est devenue une véritable Tour de Babel dans laquelle on ne comprend plus rien ou mal ou pas assez ou à tort, du fait d’une incessante production d’injonctions paradoxales, d’éléments contradictoires, de focus, zooms et de zones d’ombre, de pièges sémantiques et cognitifs, de références légales et légitimes en faveur de la liberté de la presse face à une libre circulation d’informations non traitées dans les règles de l’art. C’est aussi les effets désastreux d’une information totalement aseptisée, hyper traitée dans le politiquement correct, sans évoquer la production continue de fausses nouvelles. C’est encore la volonté d’accorder une importance anormale à tout ce qui est relayé, dit, écrit, montré et peu ou pas du tout à ce qui n’est ni relayé, ni dit, ni montré, ni écrit. Il devient alors difficile de faire la part exacte des choses, tant la sédimentation formée par l’accumulation d’informations utiles, non utiles, fausses, accessoires, sans réel intérêt, encrasse quotidiennement le jugement humain. La seule bonne façon de lutter contre la contamination médiatique, réseautique et informationnelle consiste à filtrer fortement soi-même l’information jugée. Il s’agit de s’imposer une prise de distance avec l’exercice quotidien du libre arbitre dans le choix des médias et programmes, un discernement dans la prise en compte des faits et affirmations, un esprit critique animé d’abord par l’analyse rationnelle puis par la synthèse finale. Il s’agit avant tout de se désinféoder de l’information quantitative en tant que mauvaise nourriture cognitive, de rompre l’addiction inconditionnelle aux médias nationaux, en se référant uniquement à des interlocuteurs ou médias tiers hautement crédibles et indépendants (sans langue de bois). Pour faire simple, la bonne réception de l’information, de la communication et du marketing présents dans l’Offre sociétale et médiatique du moment, consiste à mettre directement dans la corbeille de l’oubli 90% à 99% des infos entendues, vues, lues et réceptionnées, un peu comme les mails inutiles et spams parasites inondant les messageries électroniques. Autant dire que plus de 90% de l’information médiatique diffusée encrasse inutilement l’esprit humain. La décantation de l’information doit être le réflexe premier du récepteur, afin que peu à peu la réflexion et la conscience se fluidifient naturellement sur l’essentiel, en ne retenant que le vrai, l’important, l’utile, le positif, devant alimenter à bon escient la mémoire vive.

7. Loi de l’entrisme macroéconomique : Derrière la surface positive de

l'économie de production et de marché (microéconomie) favorisant la satisfaction d'un grand nombre de besoins humains, la puissance réalisatrice de l'argent à grande échelle (macroéconomie) influence de la source à la finalité toute vie individuelle et collective au sein des sociétés démocratiques comme ailleurs. Sans l'importance cruciale des flux d'argent, l'économie micro et macro s'effondre sur elle-même. Avec les flux d'argent, elle modèle la vie des ménages, les activités collectives, l'exercice dominant des grands systèmes et des pouvoirs publics. De ce point de vue, l'argent est devenu le « sang » intoxiqué qui irrigue chaque seconde tous les systèmes sociétaux modernes, de la nanoéchelle à la macroéchelle. On peut ainsi affirmer que l'entrisme macroéconomique et microéconomique abusif en démocratie est multifactoriel :

- . Il régule le bien-être et le mal-être dans l'existence, la stabilité ou l'instabilité dans les affaires, la sérénité ou le stress dans le quotidien des individus, des ménages, des entreprises, de la fonction publique.
- . Il façonne les modes de vie faisant que personne ou presque n'échappe à la nécessité de disposer de ressources financières au stade alimentaire (vie et survie au quotidien), pour les dépenses contraintes, les investissements nécessaires, l'épargne de sécurité, les achats d'équipements et/ou comme marqueur de statut social.
- . Il aliène et rend captif le cœur battant des démocraties aux grands flux financiers, eux-mêmes largement manœuvrés par ceux qui les détiennent.
- . Il fascine l'être humain au point que toutes les démocraties modernes sont entièrement placées sous la tutelle de la religion de l'argent-roi, de ses rituels et de ses croyances.
- . Il oriente l'existence de chaque membre de la famille, des salariés, des retraités, des agents et fonctionnaires, des exploitants, des commerçants, des indépendants, qui dépendent étroitement des entités de production et de services, des donneurs d'ordre, des clients, de l'État providence, qui eux-mêmes dépendent des actionnaires, des spéculateurs, des banquiers, des contribuables et administrés, dans une boucle fermée ou en spirale autophage induisant une fuite en avant permanente.
- . Il alimente de manière hybride (réellement et artificiellement) la plupart des besoins humains et sociaux dominants en justifiant tous les comportements légaux et illégaux, sains et malsains, transparents et opaques.
- . Il prend en otage la démocratisation en déplaçant le centre de gravité du vrai pouvoir en société.
- . Il favorise le pragmatisme d'acquisition d'utilisation et de propriété, bien avant le sens moral, l'intégrité, la vérité, le partage et même l'humanisme, qui sont autant de valeurs fondamentales formant le cœur de l'idéal démocratique.
- . Il amène à ce que chacun privilégie d'abord sa propre lecture de la démocratie à partir des revenus obtenus, du niveau de rémunération, du chiffre d'affaires, du profit réalisé, du rapport direct à l'emploi, à la fonction exercée, au statut social par rapport aux autres.
- . Il participe directement à la division des classes sociales, faisant que plus celles-ci sont dites supérieures, plus elles deviennent égoïstes, bourgeoises conservatrices, en ne voulant nullement partager (ou très peu) ni changer le modèle existant.

Avec autant d'effets induits et collatéraux, on comprend pourquoi beaucoup de choses sont constamment pipées dans la société civile. On conçoit également pourquoi les postures conservatrices règnent en maître chez les dominants, les propriétaires, les nantis et les riches. À l'inverse, on constate chaque jour « l'obsolescence programmée » de la plupart des affichages politiques, des

communications lénifiantes d'hier, de la fatigue des positions raisonnées ou radicales d'experts, face à une agitation mondiale prise dans une complexité croissante. L'entrisme de l'économie surdirigée, régulée ou libérale à tous les niveaux sociétaux est directement coresponsable (avec les politiques menées) de l'élargissement des fractures sociales au sein des sociétés modernes, même si l'on observe une capacité permanente de résilience et d'agilité au sein des activités locales et des populations actives et proactives. L'entrisme macro et microéconomique est également coresponsable de l'ébranlement profond des structures trop conservatrices, verticalisées et rigides. Il s'ensuit une fragilisation pernicieuse de toutes les principales institutions reposant sur des socles passésistes en induisant... :

... des réponses linéaires et prévisibles avec le recours à l'autorité, à l'ordre, à la répression, à la force publique, aux procédures, aux lois et normalisations coercitives.

... une lourdeur et une inertie grandissante (contraire de l'agilité) dans la dynamique des grandes organisations, des États fortement administrés, technocratisés, politisés.

... une imprévisibilité sociale, mais aussi géopolitique entre États, ainsi qu'une hypersensibilité au risque, à l'inconnu, à l'imprévu, affectant toutes les catégories sociales et socioprofessionnelles.

8. Pente entropique de l'emprise marketing : Il s'agit à la base de mélanger réalité et virtualité, essentiel et accessoire, dans une représentation augmentée de l'Offre commerciale, industrielle, de services, mais aussi politique et culturelle, via les méthodes de communication d'influence afin d'inciter à l'achat, à la consommation, à l'adhésion, à la fidélisation. La problématique centrale du marketing à haute dose est que plus celui-ci devient une clé d'influence permanente glissant « mécaniquement » vers l'artificiel, le mensonger, la tromperie, l'illusion, sous prétexte de présenter le beau, le nécessaire, l'utilitaire, le fonctionnel. Si le recours au marketing « démocratique » a pour mission première d'améliorer l'image des marques, d'activer les besoins humains, d'augmenter les ventes et les flux par attraction, curiosité, attirance, intérêt, il contribue toutefois par ses excès à « nitratiser » peu à peu le terrain de l'espoir, à éroder la présomption de crédibilité, à miner la confiance, jusqu'à créer le rejet, le trop-plein. Il importe avec lui la saturation cognitive et psychologique conduisant à ne plus vouloir, à ne plus avoir envie de choisir telle marque, d'utiliser tel produit, d'accepter tel discours, de suivre tel type de projet. L'abus de marketing se heurte toujours, à un moment donné, à la prise de conscience des écarts réels, voire importants, entre ce qui est dit, valorisé, montré et l'utilisation réelle ou vécue.

9. L'instinct de malignité : Il associe une part d'animalité en l'homme et la femme avec l'utilisation concomitante de l'intelligence humaine, du raisonnement et de l'argumentation, de l'habillage politiquement correct, dans un but de manipulation afin de causer du tort à autrui et/ou travestir sciemment la vérité. Ce réflexe mental assez primaire relève d'une psychologie encore inaboutie malgré l'intelligence et la culture du sujet. Celui-ci ou celle-ci n'hésite pas à franchir les limites de l'honnêteté intellectuelle et de l'intégrité morale pour parvenir à ses fins dans ses fonctions, ses objectifs, sa volonté de nuisance. La malignité autorisée dans un cadre démocratique (hypocrisie, cynisme, perversité, fourberie, bassesse, perfidie, trahison...) justifie la fin dans l'utilisation des moyens appliqués. Elle n'hésite pas à faire mentir effrontément, à falsifier les faits, à corrompre et être corrompu, à harceler et torturer la victime, à pratiquer l'abus de

pouvoir, etc. C'est le contraire de l'incorruptibilité, de la grandeur d'âme, de l'intégrité mentale, en inversant volontairement ou par conditionnement la réalité objective des faits en utilisant la déloyauté, le simulacre, le faux-semblant, la mauvaise foi, la sournoiserie. C'est aussi justifier l'action politique ou diplomatique, l'accord consensuel et la négociation, comme moyen d'éviter l'agressivité frontale, le conflit ou la guerre, tout en instillant des rapports biaisés, faussés, préjudiciables à l'une ou l'autre des parties dans les effets à venir. C'est également un mode d'action officiel, légal, habituel entre partis opposés ou ennemis déclarés, destiné à rassurer l'opinion publique en jouant sur l'émotion, sur la dramatisation ou l'optimisme. Dès lors que les attitudes sont à la fois critiques et hostiles sur le fond, tout en s'adoucisant sur la forme avec un mea culpa sur certains points, en énonçant des vérités connues de tous ou en jouant sur la culpabilité des uns et des autres, on est alors sûr que l'instinct de malignité est à l'œuvre. C'est également le cas lorsque la duplicité (double jeu) s'applique via les médias et réseaux sociaux en créant de fausses controverses, en animant des communautés d'opinions destinées à tromper la bonne foi du plus grand nombre, comme à masquer les erreurs faites ou surexploiter les risques en pointant toujours les autres et jamais soi-même.

10. **Le syndrome de la pseudo-démocratie** : Donner l'apparence que l'on est un démocrate, que l'on fonctionne dans une démocratie normale, que l'on utilise couramment les « Best practices » de la démocratie, alors qu'il ne s'agit que d'un ersatz d'État de droit. En fait, le pouvoir est exercé sous forme de démocratie avec des méthodes autoritaires, unilatérales, dirigistes, autocratiques, népotistes, voire répressives. La fausse démocratie se manifeste généralement par des discours lénifiants s'habillant de solennité, de politiquement correct dans les mots utilisés, de postures standardisées, voire stéréotypées. La communication médiatique est davantage d'influence que de transparence, en étant non avare d'autosatisfaction sur les réalisations politiques, les positions légales et réglementaires en les justifiant toujours comme nécessaires, justes et équitables. La pseudo-démocratie s'accompagne généralement d'une forte gesticulation politique provenant des sphères du pouvoir, des élites et autres acteurs prosystème, afin de donner l'impression que la situation est sous pleinement contrôle et que le peuple doit s'en féliciter. Tout concourt à créer l'illusion permanente que tout va bien dans le meilleur des régimes en place, alors que le pouvoir au peuple est confisqué et que les dirigeants et gouvernants dictent leurs propres règles, dirigent de manière léonine ou discrétionnaire, agissent et décident contre l'avis de la grande majorité de la population. Un autre indicateur majeur concerne la pléthore de comportements illicites provenant des leaders publics et privés, d'élus et responsables de services dans le secteur public. Des individus souvent hautement systémisés s'affranchissant des règles communes et des lois en vigueur, dès lors que cela leur convient (prévarication, corruption, concussion, forfaiture, abus de biens sociaux, détournement de fonds publics, trafic d'influence...). Ce qui est sûr, c'est que la pseudo-démocratie ne souhaite rien changer de décisif dans l'ordre existant, voire même à une fâcheuse tendance à favoriser la stagnation, la régression organisée vers un passé idéalisé, tout en donnant le change avec les modes et les mœurs du moment.

Les grands défis de la démocratie moderne

Le citoyen moderne comme l'élite académique et technocratique manquent souvent de profondeur de réflexion, de vision globale à 360°, en se focalisant

principalement sur les aspects visibles de l'actualité du monde, sur les causes apparentes facilement identifiables. Quel que soit le niveau d'intelligence, l'esprit humain a tendance à s'accrocher au factuel sans se soucier de la source des causes, des effets induits après les conséquences directes et encore moins à la finalité d'ensemble. Le causalisme primaire avant le sourcing causal (Hastag #28) est ce qui demande le moins d'efforts cognitifs et intellectuels, un peu comme le taureau qui est irrésistiblement attiré par la muleta rouge du matador. Aussi, pour vraiment faire évoluer l'architecture sociétale dans les sociétés dites démocratiques, il est nécessaire de sortir des mythes démocratiques, des pratiques conservatrices de masse, ainsi que d'un rapport à l'argent masquant tout le reste et/ou favorisant un capitalisme débridé, sans pour cela revenir aux modèles féodaux et communistes. L'avenir positif de la démocratie est davantage dans la prise en compte d'autres grands challenges de nature à changer la donne citoyenne. Il ne s'agit plus de se faire constamment manipuler par le politique, les médias et les puissances de l'argent, mais de relever le gant de la dignité humaine et citoyenne largement galvaudée partout dans le monde. Il existe de grands défis sociétaux à soutenir, de nombreux chantiers néodémocratiques à mener, dont l'enjeu est bien supérieur à toute l'agitation politique et médiatique habituelle (voir [Opus 4 - Franchir les Murs de Verre](#) - Monthome 2012).

Les grands 15 défis démocratiques à relever

Rien n'est impossible dans l'absolu qui ne soit réalisable d'une manière ou d'une autre, sachant que l'utopie d'aujourd'hui est la réalité de demain. Tout peut se réaliser, se transformer, évoluer, changer positivement, dès que la volonté le décide ainsi. Il faut pour cela avoir le courage d'oser rompre avec les habitudes et les usages obsolètes, sortir de la peur du risque qui entretient le risque, ne pas se cacher derrière la virtualisation des mots, l'emphase trompeuse de la communication. En toute occasion, faire vaut mieux que ne rien faire en évitant surtout de faire petit ou sans ambition. Le citoyen commence à devenir adulte au sens sociétal, dès lors qu'il s'engage dans l'un ou l'autre des grands défis évolutifs suivants (sans forcément suivre un ordre alphabétique) :

1. **Allègement du poids systémique** par soustraction, réduction dans tous les domaines législatifs, normatifs, réglementaires, procéduraux, sélectifs, taxatifs, contributifs, sécuritaires..., afin de réduire la pression administrative, la contrainte légale, l'étouffement économique et financier, l'encadrement autoritariste et liberticide (hors champ militaire et pénitentiaire). Il s'agit de rompre définitivement avec la fuite en avant incessante d'addition et d'accumulation de lois, règles et mesures à des fins préventives, taxatives, répressives, prudentielles. C'est aussi l'engagement tarifaire en faveur d'une déflation raisonnable des prix, des prélèvements, des cotisations, des primes à régler, par une réduction notable du taux des taxes, du niveau des marges appliquées, une régulation des profits comptables (avec répartition solidaire des bénéfices sur les salariés, les clients, le collectif local, les initiatives humanistes...), afin de réduire l'importance de l'empreinte économique et financière sur le citoyen lambda.

2. « **Assertivation** » **de la société** sur la base principale des 34 valeurs évolutionnaires (Hastag #14) afin de :

- **Adultiser** l'homme et la femme en animant en chacun d'eux la positivité, la motivation, l'esprit de responsabilité, l'autonomisation, l'honnêteté intellectuelle, l'effort contributif..., tout en évitant le retour à la méritocratie et la médiocratie systémique (Hastags #15 et #36).

. **Développer l'assertivité** (affirmation de soi) dès l'adolescence en favorisant le dépassement de soi, la capacité de self-défense, la maîtrise du risque, l'engagement, le passage à l'acte, la créativité, la prise d'initiative...

. **Encourager le partage**, la solidarité, le savoir-vivre, la bienveillance, la tolérance..., afin de réduire, voire annuler, la violence, le 2D primaire, ainsi que les grands différentiels ringards entre riches et pauvres, nantis et démunis.

. **Lutter contre le négatif instinctif et pulsionnel** dans toutes les pratiques, méthodes, relations induisant la soumission, l'esprit prudentiel, la peur, la dépendance, le stress, l'acte manqué..., en envisageant à chaque fois une porte de sortie honorable, une solution positive, une réponse différente, un effort sur soi, une aide utile, un horizon mental favorisant l'espérance...

3. **Bioéconomie** consacrée principalement à une croissance copartagée en faveur de la plus grande majorité de citoyens destinée à apporter à chacun un juste niveau de vie, un pouvoir d'achat suffisant, permettant la satisfaction du plus large spectre de besoins humains. L'objectif consiste à rendre l'homme et la femme relativement satisfaits de leur vie en éradiquant ainsi la jalousie et une grande partie de la violence humaine. Il s'agit pour cela de favoriser une équation bioéconomique prenant en considération 10 facteurs déterminants ([Opus 3 - Franchir les Murs de verre](#) - Monthome 2012) avec :

Atomisation de l'offre (nanoéconomie) + Réduction du nombre de maillons intermédiaires + Extension des chaînes économiques + Développement qualitatif des 7 typologies de besoins humains + Business équitable/BtoWin

=

Baisse tarifaire (pouvoir d'achat) + Spectre plus large de satisfaction des besoins humains + Facilité d'entrée dans l'économie locale + Equilibre plus stable entre Offre et Demande, économie et social + Meilleure répartition de l'emploi/travail

La Bioéconomie a pour vocation de favoriser le développement durable du bien-être individuel, l'affirmation de soi sereine, la réalisation optimale de soi en associant économie équitable, nanoéconomie et BtoWin. C'est aussi la voie royale pour sortir par le haut des conservatismes ambiants, des principes capitalistes et communistes abusifs entre riches et pauvres, dominants et dominés, nantis et démunis.

4. **BtoWin** (business à double sens ou BtoW) dans le quel la réciprocité dans les rôles entre l'Offre (vendeur) et la Demande (acheteur) s'impose comme un nouveau modèle économique dans lequel ce que reçoit l'un en argent (monnaie, chiffre d'affaires) doit être compensé en partie par ce qu'il apporte, règle ou donne ensuite à l'autre en argent, chiffre d'affaires. Par exemple, le fournisseur initial (CAx de 100) devient ensuite client de son client initial avec reversement de 1 à n de son CAx (ex. reversement de 30), qui devient lui-même fournisseur de ses propres services ou produits (réception d'un Cay de 30). Ainsi, chacun par ce double rôle fait **vivre l'autre financièrement ou économiquement** en plus de produire, consommer et acheter dans une relation d'échange normal. L'objectif étant qu'une balance économique équitable, au sens de la Bioéconomie et Nanoéconomie, se mette en place entre acteurs économiques majeurs (entreprise, personne morale, apporteur de services), évitant ainsi que l'un prenne le dessus financier sur l'autre qui devra lui-même prendre le dessus financier sur un autre, etc., dans une longue chaîne de prédation des ressources produites (ou devoir lâcher prise financièrement). Avec le BtoWin chacun s'engage à assumer 2 rôles financiers ou économiques consécutivement dans la

même relation commerciale ou business, concrétisant ainsi un véritable Donnant-Donnant ou Gagnant-Gagnant ([Opus 3 – Franchir les Murs de Verre](#)). En résumé, le BtoWin c'est faire en sorte que :

- . Le client devienne à son tour fournisseur s'il en formule la demande
- . Le fournisseur devient à son tour client ou prescripteur d'une affaire
- . Le paiement dans un sens se compense en partie par un paiement dans l'autre sens (argent ou compensation)
- . En cas de non-faisabilité, renvoie obligatoire d'ascenseur au partenaire-client (celui qui paie) de manière positive et utile pour lui (en plus de la prestation en cours).

5. **Constitutionnalisation** (inclusion dans la Constitution nationale) de 10 grandes exigences modernes destinées à renforcer les droits universels du citoyen adulte au sein de toute société démocratique :

- **Valeurs évolutives** comme fondements de toute véritable démocratie
- **Transparence publique** dans l'information, le savoir, la prise de décision
- **Principe de réciprocité** légal ou légitime protégeant la dignité humaine
- **Nettoyage/toilettage** régulier des lois, droits, devoirs, contraintes obsolètes
- **Outrage à citoyen*** au même titre que l'outrage à magistrat
- **Horizontalisation** des rapports sociaux pour déconcentrer le pouvoir
- **Pandémocratie** avec adoption de codes et règles universelles
- Validation du rôle de **Citoyen du monde** avec règles juridiques universelles
- Préférence au **Transparti citoyen** unifiant le meilleur et l'utile politique
- **Programmatives décennales** comme principaux objectifs sociétaux

* *La réalité autrement* - Didier Reuter - 2013

6. **Dépolitisation à l'ancienne** avec refus des méthodes politiques conservatrices (promesse, mensonge, corruption, populisme, clientélisme, discours lénifiant, manœuvre dilatoire...) en prônant, à la fois, de nouveaux comportements dans l'action politique et publique (non-professionnalisation de la fonction électorale, audit et surveillance des élus, transparence maximalisée des mesures prises, suivi des programmatives décennales...), ainsi que le scoring du pouvoir en inversant la surveillance et le contrôle unilatéral des pouvoirs publics vers le citoyen, mais aussi du citoyen vers les tenants du pouvoir (élus, gouvernants, dirigeants, managers, parlementaires, acteurs des services publics).

7. **Désintermédiation maximale** entre les 2 principaux maillons économiques que sont le producteur/artisan et le client/consommateur. L'objectif consiste à réduire la présence inflationniste d'acteurs économiques tiers (y compris le fisc) absorbant l'essentiel de la valeur ajoutée du produit en créant mécaniquement une augmentation systémique du prix par 2, 3 ou x. Un prix final que seul le dernier maillon (citoyen-consommateur) doit payer plein pot. L'objectif consiste donc à baisser le niveau des prix en redonnant du pouvoir d'achat au consommateur final, tout en favorisant une symbiose équitable en Bioéconomie ([Opus 3 – Franchir les Murs de Verre](#)).

8. **Détechnocratisation** au niveau des élus, personnels et management intermédiaire de la puissance publique (agent, fonctionnaire, responsable, conseiller, assistant...) et des établissements privés, ainsi que dans les méthodes utilisées au sein de l'administration, les centres de pouvoir, les pouvoirs publics, afin de réduire le fossé entre le peuple (majorité silencieuse) et les représentants élus, les officiels, les élites, les opérateurs institutionnalisés (Hastag [#23](#)).

9. **Économie équitable** dans le BtoC (Business to Consumer) favorisant un état d'esprit sain avec des pratiques loyales associant les principes de la Bioéconomie, de la Nanoéconomie, du BtoWin, comme principaux antidotes aux lois capitalistiques dominantes. Cela suppose l'instauration d'une relation équilibrée et transparente entre les acteurs économiques professionnels et les particuliers à partir de règles du jeu claires, des valeurs fortes et respectées ([Opus 3 – Franchir les Murs de Verre](#)).

10. **Métaéconomie** permettant d'intégrer en son sein une économie de marché indispensable à la vie collective, en la rendant à la fois équitable (Bioéconomie, BtoWin), peu prédatrice de marges et profits (désintermédiation), ouverte à la Nanoéconomie inventive de proximité, aux Métaproducts et Métatechnologies, le tout dans le cadre d'une dimension citoyenne avancée (détechnocratisation, néocitoyenneté) en agissant simultanément sur 6 dimensions ([Opus 3 - Franchir les Murs de Verre](#)) :

1. Changement de comportement des entreprises (de la TPE à la multinationale) en modifiant à 180° les règles de production avec des produits hautement qualitatifs, hyperciblés et durables, apportant des fonctions enrichies (métafonctions), tout en réduisant les prélèvements de matières premières et d'énergies sur l'environnement.

2. Qualification extrême des méthodes de management et d'exploitation positive des ressources humaines en remettant le salarié au centre de l'entreprise (et non le profit), tout en favorisant de manière prioritaire le développement maximum des potentiels humains (et non uniquement financiers) dans un cadre d'épanouissement motivant et serein.

3. Réduction des taxes et charges globales en provenance de l'État, allègement ou élimination par les pouvoirs publics tous les 10 ans de la dette des ménages surendettés, défiscalisation globale ou ciblée des détenteurs de crédits et créances en échange d'une « defeasance » totale ou partielle en faveur des personnes morales et entreprises endettées.

4. Régulation volontariste du niveau des prix et des tarifs par réduction du nombre d'intermédiaires dans toutes les chaînes économiques majeures avec préservation de l'alpha (producteur) et l'oméga (consommateur), dans le but de protéger conjointement la présence d'une diversité dans l'Offre, ainsi que le pouvoir d'achat des ménages.

5. Incitations motivantes à la déconsommation volontaire en vue de favoriser progressivement une nouvelle demande citoyenne engagée et valorisée, non addictive aux produits alimentaires, industriels, pharmaceutiques et technologiques.

6. Rendre systématiquement à la nature ce qu'on lui prend, la protéger des prédatations humaines à grande échelle par appât du gain, mettre en place partout où cela est possible des cercles vertueux favorisant la bonne régulation des besoins humains (ni trop ni trop peu).

11. **Métatechnologies** dont l'objectif est de concevoir et réaliser des produits « tout en un » incluant 3, 5, 10 fonctions complémentaires, évitant ainsi de produire 3, 5 ou 10 produits différents, apportant chacun un apport ou un service spécifique dans le cadre d'une économie de moyens beaucoup moins entropique dans l'exploitation globale des ressources naturelles, productives, énergétiques et financières. En tant qu'approche anti-dispersion, anticoncurrence, anticompetition entre acteurs économiques devant mobiliser chacun des énergies, moyens et ressources énormes (principe fondamental de la Bioéconomie), l'objectif consiste à associer ensemble des fonctions, des savoir-faire, des métiers, des industries,

des moyens de production et de financement convergeant sur un même projet commun. Une convergence qui permet de réduire le coût global, le prix de revient, le prix final, ainsi que l'empreinte écologique du produit. Le seul fait de ne pas produire puis acheter x produits différents par la même cible (client ou consommateur final), mais un seul, évite de multiplier à la fois les coûts et les dépenses en évitant une « eutrophisation économique » en faveur des plus riches et dominants, l'élargissement pléthorique de l'Offre, tout en appauvrissant et réduisant le pouvoir d'achat des ménages pauvres et moyens. C'est aussi et surtout pouvoir satisfaire simultanément plusieurs besoins humains en favorisant l'accès à un meilleur bien-être individuel ([Opus 3 – Franchir les Murs de Verre](#)). Le bon usage positif de l'IA doit permettre des synthèses, des combinaisons, des associations et complémentarités très utiles et bénéfiques pour le citoyen.

12. **Multivotation** offrant un quintuple choix (oui, non, vote blanc, vote nul, abstention) et prenant en considération le poids électoral exact de chaque type de vote dans un nouveau cadre de scrutin redéfinissant les notions de majorité simple, relative, qualifiée, absolue. Il s'agit de remplacer le vote entonnoir classique et ses modalités conservatrices légales en prenant en considération les 4 principales nuances du vote entre ceux qui veulent (oui), ceux qui ne veulent pas (non), ceux qui veulent autre chose (vote blanc et abstention), ceux qui ne veulent rien (vote nul), afin d'obtenir *in fine* une représentation démocratique fidèle de la volonté citoyenne à un moment t pour un sujet λ (Hastag #39).

13. **Nanoéconomie** dont le principe actif concerne la triple application des principes fondateurs de la Bioéconomie en faveur de microprojets et micro-offres destinés à favoriser d'abord la demande locale, les petits et très petits marchés de proximité en réduisant la présence d'intermédiaires dans les chaînes économiques, ainsi qu'en pratiquant la « démacronisation économique » (réduction de l'influence « macro » des grands groupes dominants, multinationales, puissance de l'argent, forte fiscalité centralisée sur le citoyen). C'est aussi la « démégalisation » des grands projets industriels, le refus des méga complexes servant principalement les intérêts financiers de certaines minorités, en privilégiant d'abord et avant tout les initiatives et projets ciblés à taille humaine, les applications innovantes à vocation locale ([Opus 3 – Franchir les Murs de Verre](#)). La nanoéconomie c'est également :

- . La valorisation des métiers agricoles, manuels et artisanaux, donc de l'intelligence pratique et opérationnelle à partir de laquelle l'homme s'intègre en symbiose avec la nature, domine le risque, reprend vie et santé, favorise une plus grande autonomisation comportementale.

- . La concentration sur un même territoire d'une grande diversité de cultures non indigènes, de plantations exotiques et d'élevages inhabituels (et non cloisonnement géographique ou séparation historique), en adéquation avec le dérèglement climatique (changement de météo, inondation, vent, sécheresse, froid intense...) et le réchauffement climatique (augmentation globale des températures dans les hémisphères Nord et Sud).

- . Le retour à un meilleur rapport Qualité/Quantité/Prix avec le retour du quantitatif associé à la qualité et au juste prix et non l'inverse, comme dans beaucoup de produits industriels (réduction des quantités, qualité moyenne et prix chers).

- . L'élargissement du nombre de produits « bio », le développement de plateformes d'économie circulaire, l'instauration de circuits-courts, un état d'esprit favorisant la constance de pratiques équitables, partenariales, « gagnant-gagnant ».

14. **Néocitoyennité** (démocratie citoyenne avancée) permettant de passer d'une démocratie partielle fortement systémisée et/ou encore hautement conservatrice telle que celle connue et pratiquée dans presque toutes les nations du monde (sans parler des démocraties, autocraties et autres dictatures républicaines), à un modèle de démocratie avancée (re)plaçant le citoyen adulte au centre du jeu sociétal tout en s'éloignant définitivement des mentalités féodales, autoritaristes ou libertaires sans réciprocité (Hastag [#33](#)).

15. **360° informationnel** avec ou sans l'aide de l'IA citoyennisée (positive) et non systémisée (négative) permettant de faire des synthèses utiles et complètes (essentialisation et cœur de vérité) sur tous les grands sujets intéressant le citoyen que ce soit à la demande, en catalogue ou en programmation médiatique, sans la présence d'aucun filtre ni censure ni orientation politique ou partisane. C'est aussi protéger et diffuser gratuitement toutes les initiatives individuelles ou de groupe en matière d'alerte du citoyen sur tous les problèmes, affaires, faits de société en local, au national et international. C'est également la mise en place de structures de veille informationnelle destinée à contrer la désinformation provenant de tous les types de médias officiels et réseaux sociaux.

En résumé, il est impératif de se poser les bonnes questions sur le rôle du citoyen dans les sociétés dites démocratiques. À quoi sert de vivre sa vie de citoyen si celle-ci est régulièrement contrôlée, surveillée, contrainte, dès le départ et à tout moment. Le constant bridage des attentes individuelles par le biais d'une citoyenneté standardisée, voire aseptisée, est la plus grande menace des temps modernes en ne permettant pas l'adultisation nécessaire de la condition citoyenne. Il ne suffit pas d'être un bon citoyen selon les critères académiques, légaux, moraux et/ou relevant des normes sociales conservatrices (soumission, infantilisation, comportement de bon élève, suiveur, obéissant, docile, prudent, aux ordres...). Il s'agit, au contraire, d'adapter les bonnes qualités humaines au rôle adultisé du citoyen (affirmation de soi, autonomisation, esprit de responsabilité, compétence, maîtrise du risque...). C'est dans ces conditions, que l'on peut faire évoluer la citoyenneté moderne et le véritable esprit de démocratie. Aussi, avant d'être un citoyen modèle, il faut être d'abord et avant tout une bonne personne, un adulte sain, fiable, tolérant, solide mentalement, libre dans sa tête !

Hub Societhon

Vous avez 5 possibilités pour participer à l'Esprit du Societhon

1. Diffusion du Hastag : N'hésitez pas à diffuser cet Hastag auprès de vos proches et d'en discuter ensemble. Téléchargement gratuit sur www.bookiner.com

2. Devenir co-auteur(e) : Vous avez déjà publié, écrit, communiqué sur un sujet s'appliquant au fonctionnement sociétal, citoyen et/ou démocratique et vous souhaitez apporter gratuitement votre contribution à cet Hastag. Rien de plus simple, après réception et bonne conformité de votre texte avec l'Esprit du Societhon, nous l'incluons gratuitement sous forme de fichier PDF ou à partir d'un lien permettant l'accès à votre site ou blog. Le transfert s'effectuera directement à partir d'un mot choisi par vous-même au sein de cet Hastag sur lequel il suffira de cliquer. Nous le soulignerons et le signalerons au lecteur afin qu'il puisse ainsi consulter votre contribution à tout moment.

3. Apporter des solutions : Vous avez déjà testé des applications de démocratie ou de citoyenneté avancée ou vous souhaitez proposer des solutions ou réponses concrètes dans l'esprit du Societhon. Nous établirons gratuitement dans cet Hastag et sur notre site un lien direct avec vous, votre association ou votre groupement de citoyens. Courriel direct avec l'auteur : monthome@bookiner.com

4. Traduire et diffuser les contenus à l'international ou dans un pays précis en devenant partenaire, coéditeur, diffuseur. Que vous soyez étudiant(e) dans une langue étrangère, traducteur indépendant, éditeur, galerie d'art, fondation, association ou société intéressée par la diffusion du livre « l'Esprit du Societhon », les autres livres et contenus monthomiens ou encore par les œuvres authoristes, les tableaux, les microtoiles réalisées pour chaque Hastag, n'hésitez pas à prendre contact avec nous de manière confidentielle. Courriel direct avec l'auteur : monthome@bookiner.com

5. Manifester votre adhésion forte à l'Esprit du Societhon en faisant l'acquisition de cette microtoile (ou des autres) au format 120x90cm signée de la main de Monthome avec la mention de votre nom, prénom et date d'achat au verso. Vous disposez parallèlement d'un droit de reproduction numérique pour tout usage non commercial, ainsi que la mention définitive de votre nom et prénom (en tant que mécène) dans tout Hastag concerné. En tant qu'acteur ou actrice engagé(e) du « Livre du Siècle », vous pouvez ainsi laisser une trace durable dans l'histoire en rendant fières les générations familiales à venir. Voir offre sur www.societhon.com